FINANCEMENT MIXTE
Innover pour encourager les investissements agricoles

INTERVIEW
Michael Hailu : "La digitalisation change la donne pour l'agriculture"

COMMERCE ÉQUITABLE
Les productrices bénéficient-elles de ces modèles commerciaux ?



N°193 | Juin- Août 2019

SPORE

spore.cta.int

Jeunes & emploi

L'AGRICULTURE PLUTÔT QUE L'ÉMIGRATION

CTA

Le développement agricole et agroalimentaire analysé et déchiffré

Le Développement Rural au service d'un Monde Meilleur



Briefings de Bruxelles sur le développement

Sensibiliser la communauté du développement ACP-UE depuis 2007 aux défis agricoles et ruraux d'aujourd'hui

www.bruxellesbriefings.net

Les Briefings de Bruxelles sont une initiative du CTA et de ses partenaires : la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des Ambassadeurs ACP et la confédération CONCORD.

SPORE N°193

ÉDITORIAL

Une révolution digitale pour les petits exploitants

Michael Hailu, directeur du CTA



Des drones à l'Internet des objets, en passant par la blockchain et l'intelligence artificielle, la prolifération des technologies et innovations numériques abordables et accessibles ouvre la voie à de vastes perspectives permettant de transformer l'agriculture en une industrie rentable, durable et inclusive.

L'explosion démographique de la main-d'œuvre africaine présente elle aussi un fort potentiel de transformation agricole. Cependant, le secteur doit proposer des options d'emploi plus attrayantes pour les jeunes. Il faut renforcer les capacités des jeunes Africains en termes de compétences agricoles, mais aussi de compétences numériques et commerciales. C'est ainsi que l'on stimulera la prospérité agricole et la croissance économique.

En 2013, lorsque le CTA a organisé la première conférence internationale ICT4Ag au Rwanda, l'activité du secteur était très restreinte. Depuis, on a observé une nette augmentation des solutions numériques sur le marché. Ces nouvelles technologies ont aussi suscité l'intérêt des bailleurs de fonds et des gouvernements. Pionnier dans ce domaine, le CTA est ravi de voir arriver des acteurs majeurs dans le secteur.

Événement clé pour le CTA : la publication d'un rapport en collaboration avec Dalberg Global Development Advisors, en juin 2019, lors de la Conférence ministérielle de la FAO, à Rome. Le rapport dressera un état des lieux des solutions digitales déployées afin d'améliorer la productivité et les revenus des agriculteurs. Ces dernières se révèlent rentables et dotées d'un fort impact potentiel. Nous espérons que ce rapport inspirera et mobilisera les investisseurs.

En cartographiant le paysage de la D4Ag et en proposant des projections pour l'Afrique, le rapport est en outre le premier à proposer une telle évaluation. Il pourra servir de base pour suivre l'évolution et les changements opérés à l'avenir. Nous nous réjouissons d'en partager les conclusions à Rome, mais aussi, entre autres, au futur Forum sur la révolution verte en Afrique, qui se tiendra en septembre 2019 à Accra, au Ghana, sur le thème "Cultiver le numérique : exploiter la transformation digitale en faveur de systèmes alimentaires durables en Afrique".

Partout sur le continent, des agriculteurs adoptent l'agriculture intelligente en utilisant des technologies digitales. L'ère du numérique est source de multiples innovations et progrès qui nous aideront à libérer de manière plus efficace et durable le plein potentiel des petits agriculteurs et des entreprises agroalimentaires. La digitalisation peut changer la donne en transformant l'agriculture, pour peu qu'on lui accorde l'importance qu'elle mérite en termes de politiques et d'investissements.

FINANCE MIXTE

De nouvelles sources de financement pour l'agriculture

Les fonds d'investissement à impact social deviennent l'instrument privilégié des gouvernements et bailleurs de fonds pour encourager le secteur privé à investir dans l'agriculture africaine.

Helen Castell

Les investissements dans l'agriculture africaine augmentent plus rapidement que jamais. À l'avant-garde : une nouvelle vague de fonds de financement et d'investissement mixtes à impact social. L'impact de ces fonds sur l'existence des petits agriculteurs est de mieux en mieux documenté et indique que l'investissement dans l'agriculture africaine peut être profitable pour les acteurs du secteur privé, à condition que les financements aillent aux bons projets et que les risques soient bien gérés.

Les organismes de développement et les investisseurs privés cherchent de plus en plus à combler la faille persistante qui handicape l'agrofinance africaine en s'engageant dans des fonds d'investissement agricoles, dont le nombre et la taille ont rapidement augmenté depuis le début de la décennie, selon un rapport de 2018 de la FAO intitulé *Agricultural investment funds for development*. Il apparaît que les pénuries alimentaires et la hausse du prix des aliments ont fait remonter le niveau de priorité de l'investissement agricole dans l'agenda des gouvernements et des organismes de développement, rendant le secteur potentiellement plus rentable pour les investisseurs du secteur privé.

Fonds d'investissement à impact social, mode d'emploi

Les fonds de financement et d'investissement mixtes à impact social associent fonds publics et privés pour obtenir un résultat social ou environnemental spécifique et un rendement financier. Les investisseurs publics assument une plus grande part du risque total de ces fonds, pour des rendements nuls ou faibles, tandis que les investisseurs privés sont encouragés à financer un secteur où une haute prise de risques devrait normalement rapporter des profits élevés. Les fonds peuvent être divisés en deux tranches ou portions, ou davantage. La tranche fondamentale – parfois appelée capital catalytique parce qu'elle sert à attirer d'autres investissements – se compose de sommes données ou investies sous forme d'actions à long terme par des organisations philanthropiques, gouvernements ou banques de développement. Elle sert à absorber les premières pertes, ce qui signifie qu'à la chute éventuelle de la valeur du fonds global ces sommes amortiront une proportion initiale des pertes, avant que les autres investisseurs n'en subissent eux-mêmes. Elle peut aussi servir à financer une assistance technique qui, en agriculture, pourrait consister à former les agriculteurs pour améliorer les rendements, afin de réduire le risque pour les bailleurs de fonds que les bénéficiaires ne remboursent pas leurs dettes ou ne constituent pas un investissement rentable. Les sommes investies par le secteur privé sont généralement placées dans une tranche distincte dont le taux d'intérêt ou le rendement des actions sont plus élevés – bien que ces bénéfices restent inférieurs aux exigences habituelles, la tranche de premières pertes ou d'assistance technique ayant réduit les risques. Elles sont souvent appelées "capital senior", ce qui signifie que ces investisseurs sont les premiers à être remboursés en cas de liquidation du fonds.



© INCOFIN INVESTMENT MANAGEMENT

Incofin Investment Management apporte un soutien financier et technique à des petits producteurs et des entreprises de l'agribusiness.

De nombreux fonds utilisent une structure de financement mixte, ce qui pourrait être un élément catalyseur pour encourager davantage d'investissements dans l'agriculture. C'est ce qu'estime Jerry Parkes, gestionnaire d'investissements axés sur l'Afrique, qui en 2009 a créé un fonds d'investissement à capital fixe de 43,8 millions d'euros, Injaro Agricultural Capital Holdings Ltd (IACHL). Celui-ci a pour l'instant déployé 30,4 millions d'euros, fournissant capitaux, conseils commerciaux et développement des capacités à des PME agricoles d'Afrique occidentale.

Selon Jerry Parkes, l'expertise de ces fonds d'investissement en matière de ciblage et de mesure de l'impact, par comparaison avec les banques commerciales généralistes habituellement visées par les donateurs, augmente considérablement la probabilité que les capitaux touchent les bénéficiaires ciblés et des chaînes de valeur à plus haut risque. IACHL a pour l'instant bénéficié à 900 000 petits agriculteurs et personnes à faibles revenus, avec un objectif final de 1,125 million d'ici 2023.

Les fonds d'Injaro ont aidé la marque ghanéenne d'aliments pour animaux Agricare à mettre en œuvre en 2016 un programme pilote d'aide aux petits agriculteurs locaux pour augmenter leur fourniture de maïs. À son lancement, 210 fermiers étaient concernés, avec 250 hectares cultivés. Fin 2017, le programme bénéficiait à environ 1 200 petits agriculteurs exploitant plus de 2 580 hectares. Selon Agricare, on devrait porter ces chiffres à 4 000 petits agriculteurs et 6 000 hectares d'ici 2022.

Les entreprises intermédiaires en ligne de mire

Les fonds d'investissement à impact social sont idéaux pour atteindre les agroentreprises intermédiaires – trop importantes pour le microfinancement mais nécessitant des apports de capitaux de 20 000 à 1 million d'euros, selon Florian Kemmerich, directeur associé de Bamboo Capital Partners. Pour obtenir une rentabilité financière de 8 à 12 % visée par les investisseurs du secteur privé, il faudrait des fonds réguliers prêtés à des taux d'intérêt allant jusqu'à 50 %. Toutefois, en protégeant les investissements privés avec l'argent des bailleurs de fonds privilégiant la préservation des capitaux plutôt que les rendements financiers, les acteurs du secteur privé acceptent un rendement financier plus faible en échange d'une réduction des risques.

En collaboration avec Injaro, Bamboo gère le fonds ABC ou Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole du FIDA, lancé en février 2019 pour faciliter l'accès aux prêts et éventuellement l'investissement de capitaux des PME rurales, organisations d'agriculteurs, entrepreneurs agricoles et institutions financières rurales du monde entier. Ce fonds à capital variable, également soutenu par l'AGRA, l'UE, le groupe ACP et le gouvernement du Luxembourg, vise à attirer 200 millions d'euros d'investissements sur les dix prochaines années. Il a pour l'instant obtenu des engagements à hauteur de 50 millions d'euros dans la tranche de premières pertes et espère en assurer 50 supplémentaires dans les trois à six prochains mois, avant de se tourner vers des investisseurs privés, selon Florian Kemmerich.

L'initiative AgriFI, financée par l'UE, a aussi annoncé en avril 2019 son très attendu premier investissement. Elle doit injecter jusqu'à 5 millions d'euros ›

› sous forme d'actions à long terme dans le Fonds d'accès au commerce équitable (FAF, Fairtrade Access Fund) d'Incofin Investment Management, qui soutient les petits agriculteurs, PME agricoles et institutions financières axées sur l'agriculture en leur fournissant un appui financier et technique.

Depuis sa création en 2012, le FAF a déboursé plus de 164,5 millions d'euros répartis en 196 investissements qui ont eu un impact sur plus de 254 000 petits agriculteurs africains et latino-américains. Le dispositif d'assistance technique du FAF, qui utilise des subventions pour améliorer la productivité, la réduction des maladies et l'accès aux marchés pour les organisations d'agriculteurs, a aussi touché plus de 54 000 petits agriculteurs dans 10 pays.

Une performance financière mitigée

Les fonds d'investissement associant capitaux du secteur privé et fonds publics ou provenant de donateurs doivent évidemment donner des résultats tout en offrant aux investisseurs des rendements financiers attractifs, ce qui s'est avéré difficile. Selon Calvin Miller, ancien responsable de l'agribusiness et du financement à la FAO et coauteur du rapport sur les fonds d'investissement agricoles, des crises comme l'épidémie de rouille du caféier qui sévit en Amérique latine depuis 2011/2012 ont amoindri la performance de certains fonds exposés à ce problème dans la région, ou rappelé aux investisseurs potentiels que l'agriculture africaine est confrontée à des risques équivalents.

Le FAF génère aujourd'hui une rentabilité des capitaux propres de 2 à 3 %, ce qui contribue à attirer de nouveaux investisseurs, tel le gestionnaire de patrimoine suisse Lombard Odier en 2018. Les fonds récemment injectés par AgriFI rassurent aussi de nouveaux investisseurs et, selon Loïc De Cannière, plusieurs ont contacté le fonds depuis l'annonce de l'investissement d'AgriFI. Il ajoute que la nature très tangible de l'agriculture intensifie leur engagement envers les objectifs globaux du fonds.

Mobiliser les capitaux africains

En Afrique, les chaînes de valeur locales, où les investisseurs sont exposés au risque de change, restent mal soutenues par les fonds à impact social. Comme de nombreux fonds, le FAF s'intéresse essentiellement aux chaînes de valeur axées sur l'exportation, avec des prix fixés en devises fortes comme le dollar américain ou l'euro.

L'investissement intérieur est une source importante de capitaux pour l'agriculture, et les bailleurs de fonds, prêteurs et entreprises africains font circuler les devises africaines tout au long des chaînes de valeur agricoles. Mais l'essentiel des sommes injectées dans ces fonds provient de l'extérieur du continent.

La faiblesse de l'inclusion financière signifie qu'une part relativement modeste des sommes circulant dans les économies africaines parvient jusqu'aux banques, remarque Carlijn Nouwen, associée chez Dalberg Global Development Advisors. Les banques sont ainsi sous-capitalisées par rapport aux institutions européennes ou nord-américaines, ce qui diminue les sommes disponibles pour prêter à l'agriculture.

> *"Un seul levier ne suffit pas à changer l'agriculture – c'est un ensemble de leviers et il faut s'appuyer sur chacun d'eux."*

Les banques commerciales locales se heurtent aussi à des obstacles externes. Alors que les agriculteurs se plaignent souvent de leurs exigences irréalistes en matière de garanties, Carlijn Nouwen souligne que celles-ci sont imposées aux banques par les régulateurs chargés de maintenir la stabilité des systèmes financiers. Les forts taux d'intérêt appliqués aux prêts agricoles reflètent aussi les coûts de fonctionnement élevés des banques et l'agriculture doit concurrencer des secteurs à plus faible risque et à rendement plus élevé pour obtenir des capitaux. Dans toute l'Afrique, le financement des petites agroentreprises reste donc essentiellement informel.

Il y a cependant des signes de progrès. En Ouganda, aBI Finance, un instrument de financement offrant aux prêteurs locaux des garanties fournies par le gouvernement ou les bailleurs de fonds pour 50 % de leur portefeuille agricole, a contribué à encourager les banques et institutions de microfinance (IMF) à prêter davantage au secteur, explique Loïc De Cannière. Les garanties d'aBI ont ainsi aidé la Finance Trust Bank nationale à constituer un portefeuille de crédit comportant presque 30 % de prêts agricoles. Il est financé par près de 35,8 millions d'euros de dépôts d'épargnants locaux ougandais remplaçant ce que la banque aurait auparavant emprunté à l'étranger.

"Sur la même longueur d'onde"

Pour amener des fonds africains et étrangers à soutenir l'agriculture, bailleurs de fonds et emprunteurs doivent être "sur la même longueur d'onde", avec des intérêts étroitement liés, affirme Carlijn Nouwen. Les fournisseurs d'intrants, par exemple, font de plus en plus crédit aux agriculteurs en n'exigeant le paiement des engrais ou semences qu'après la vente des récoltes. Ce système, bien qu'informel, constitue une source vitale de financement en nature sur laquelle comptent les agriculteurs. Ces fournisseurs d'intrants dépendent de la clientèle que constituent les agriculteurs et n'ont pas d'autre choix que de continuer à leur fournir ce type de crédit, même après des défauts de paiement et des années catastrophiques.

De même, le succès de Babban Gona, une entreprise sociale nigériane appartenant à des investisseurs, est inextricablement lié à celui de ses membres. Selon Carlijn Nouwen, Babban Gona travaille en étroite collaboration avec les agriculteurs pour concevoir et mettre en œuvre un ensemble de formations, d'intrants, d'accords d'écoulement, de services de commercialisation et de mesures d'incitation profitant aux deux parties. "Il n'y a pas un levier unique à actionner pour changer l'agriculture – c'est tout un éventail de choses sur lesquelles il faut s'appuyer", précise-t-elle.

Les institutions de financement du développement (IFD) étudient aussi de plus près les solutions de financement mixte. Jerry Parkes et Florian Kemmerich espèrent que la BAD, présente au

lancement du fonds ABC, finira aussi par investir. Ils estiment que cela pourrait ouvrir la voie à d'autres investissements par les IFD et les gouvernements africains dans l'ABC et d'autres fonds rivaux à impact agricole.

Un signe encourageant montre que les gouvernements africains commencent aussi à voir le potentiel des fonds à impact social : selon Florian Kemmerich, le gouvernement du Togo a décidé en mars 2019 de fournir un financement de démarrage au fonds BLOC de financement mixte de Bamboo, qui investit dans les entreprises utilisant la technologie pour résoudre des problèmes sociaux et environnementaux. Il précise que, à une période où les avancées technologiques comme la blockchain et les énergies renouvelables offrent des opportunités pour que les PME africaines créent des entreprises et se connectent aux marchés, les gouvernements tiennent à jouer un rôle catalyseur dans la réduction de la pauvreté en attirant des capitaux privés vers des secteurs comme l'agriculture.

Miser sur la durabilité

Les fonds à impact social constituent un nouvel élément bienvenu dans le paysage limité des instruments de financement disponibles pour l'agriculture, reconnaît Carlijn Nouwen. Alors que les tranches de premières pertes et les fonds subventionnés ont enregistré de bons résultats pour ce qui est d'attirer les investisseurs du secteur privé et d'encourager les banques locales et les IMF à accorder des prêts, ces bailleurs de fonds se désengagent trop souvent des chaînes de valeur plus risquées une fois les incitations supprimées. Elle fait donc valoir que les donateurs et les gouvernements doivent garder cela à l'esprit lorsqu'ils investissent et conclut que ce n'est qu'en finançant des cultures et projets susceptibles de générer des profits durables pour les acteurs du secteur privé que le "capital catalytique" méritera véritablement son nom. ■

Le fonds d'accès au commerce équitable d'Incofin a alloué 164,5 millions d'euros à plus de 254 000 petits producteurs.





© TINA PAPIES/SCENEKITTS PHOTOGRAPHY

À Saint-Christophe-et-Niévès, l'entrepreneuse Anastasha Elliot fabrique des produits alimentaires et cosmétiques à base de fruits et végétaux bio cultivés localement.

CONSOMMATION CONSCIENTE

Des produits caribéens à base de plantes très demandés

Les entreprises agroalimentaires des Caraïbes tirent profit de la production locale de fruits et végétaux nutritifs pour accéder au marché national des denrées alimentaires, boissons et produits cosmétiques.

James Karuga

À Saint-Christophe-et-Niévès, tous les produits alimentaires et cosmétiques dérivés de plantes, d'aromates et de fruits disponibles sont fabriqués par Sugar Town Organics, une entreprise d'agrotransformation fondée par Anastasha Elliot en 2010. La jeune femme a découvert certaines des vertus curatives des fruits et plantes locaux grâce à ses grands-parents de République dominicaine et d'Afrique. Ainsi, la goyave, utilisée dans sa vinaigrette, possède des propriétés anti-inflammatoires et antibactériennes, et le fruit de la passion, utilisé dans sa sauce piquante, contient des vitamines A et C.

Avant de lancer son entreprise, Anastasha Elliot a suivi une formation approfondie en fabrication de produits bio de soin pour les cheveux et la peau, ainsi qu'en cuisine, pour apprendre comment fabriquer des produits alimentaires. La gamme alimentaire de Sugar Town compte désormais 30 produits, dont des confitures, des sauces, des vins et des liqueurs, commercialisés sous la marque "Flauriel". Sa gamme de produits cosmétiques "Yaphene" propose 63 produits dont des savons, des dentifrices, des lotions après-rasage, des shampoings, des crèmes pour la peau, des soins capillaires et des produits de bien-être. Tous sont fabriqués à partir de fruits et de végétaux biologiques : anis, fenouil, jasmin, orchidée, rose, corossol, estragon...

90 kg

de plantes, d'herbes et de fruits locaux sont transformés par Sugar Town Organics chaque mois.

Le prix des produits varie entre 5,50 et 100 dollars est-caribéens (XCD), soit entre 1,8 € et 33,79 €. En 2017 et 2018, la hausse de la demande a fait grimper les ventes de Sugar Town de 150 %. "De nombreux spas sont à la recherche de produits locaux à offrir à leur clientèle", explique Anastasha Elliot. Le ministère du Tourisme et des Affaires étrangères, les hôtels Park Hyatt et Marriott, ainsi que des agences locales de produits de courtoisie s'approvisionnent aussi chez Sugar Town en petits cadeaux destinés

aux touristes. Suivant le moment de l'année et le nombre d'événements, l'entreprise génère des revenus mensuels compris entre 2 670 XCD et 6 700 XCD (880 € et 2 200 €).

Chaque mois, l'entreprise achète à une vingtaine d'agriculteurs jusqu'à 90 kg de matières premières qu'elle trasnforme avec de petites machines, comme des déshydrateurs et des mixeurs professionnels. Anastasha Elliot envisage désormais de construire une usine pour augmenter sa production et créer des emplois – elle emploie déjà quatre personnes. D'ici cinq ans, l'entrepreneuse espère être en mesure de vendre ses produits au-delà des Caraïbes, en particulier sur le marché européen.

Des boissons à base de plantes

De son côté, Tanisha Thompson a créé en 2015 Natural Fusion Partners (NFP) avec un capital de départ d'environ 32 000 XCD (10 500 €) provenant de ses économies personnelles. Son but : promouvoir en Jamaïque la consommation de boissons saines, pauvres en sucres et en calories. NFP s'approvisionne chez quatre agriculteurs locaux pour fabriquer son thé glacé à la goyave et son eau aromatisée à l'aloe vera.

Depuis ses débuts, NFP a vendu plus de 850 000 litres des deux boissons à des pharmacies et supermarchés locaux, ainsi que lors de foires commerciales. Les préparations sont vendues dans des bouteilles de 340 ml, au prix de 2 $ (1,78 €). Chaque année, NFP génère près de 21 000 € de chiffre d'affaires et emploie cinq jeunes de 18 à 30 ans, tous de la région.

Tanisha Thompson peine à accéder à de nouveaux marchés. Peu connue, la marque est seulement présente dans deux paroisses civiles de la Jamaïque. La participation à des foires agricoles, l'accréditation du produit par le Bureau de normalisation de la Jamaïque et l'homologation du ministère de la Santé aident à faire connaître l'entreprise et à accroître la confiance des consommateurs dans ses produits. Elle explique : "L'agripreneuriat peut être complexe en Jamaïque lorsqu'on ne dispose pas de beaucoup de fonds pour financer les différents aspects liés à l'entreprise. Je suis donc devenue plus patiente et persévérante. On m'a souvent dit "non" mais j'ai appris que ce n'est pas forcément un non définitif." ■

ÉPICES

Au Rwanda, les piments invendus s'exportent bien

Un jeune entrepreneur approvisionne les marchés mondiaux en piments séchés et huiles pimentées, tout en offrant un marché facile d'accès aux cultivateurs locaux de piments.

Aimable Twahirwa et Sophie Reeve

Au Rwanda, 1 500 cultivateurs de piments fournissent leurs invendus à Gashora Farms, une agroentreprise qui les transforme en huile pimentée, ce qui contribue à résoudre le problème des pertes post-récolte. Créée en 2014 par Diego Dieudonné Twahirwa, 30 ans, l'entreprise exporte des piments frais et séchés vers les pays européens et de l'huile pimentée (commercialisée sous la marque Didi's Chilli Oil) vers Genève, le Royaume-Uni et les États-Unis.

Diplômé en agronomie, Diego Twahirwa a commencé à travailler pour un producteur de pyrèthre raffiné, avant de se lancer dans l'agriculture. "J'ai pris la décision de quitter mon emploi parce qu'en travaillant pour cette entreprise j'avais beaucoup appris sur les pratiques agricoles et je m'étais découvert une nouvelle passion : être sur le terrain, dans les exploitations agricoles", explique-t-il.



© AIMABLE TWAHIRWA

L'agroentreprise de Diego Twahirwa, Gashora Farms, offre un marché garanti aux producteurs locaux de piments.

L'entrepreneur s'est d'abord essayé à la production de tomates, mais a subi d'importantes pertes en raison d'un accès difficile au marché. Lorsqu'il est passé aux piments, il a aussi rencontré des problèmes post-récolte et a donc décidé de sécher ses produits pour augmenter leur durée de vie. "Encourager les agriculteurs locaux à cultiver du piment, une culture exclusive sur le marché local et mondial, a été essentiel pour améliorer la qualité et augmenter les quantités tout au long de la chaîne de valeur." Son entreprise récolte désormais environ 10 tonnes de piments séchés tous les six mois, vendus 1,8 € par kilo. Ce qui génère 18 000 € par hectare.

Finaliste du Young Entrepreneur Awards lors du 2018 World Forum for Export Development, Diego Twahirwa veut élargir sa gamme de produits en produisant de la pulpe et de la poudre de piment. "Je me suis déjà associé à un agronome britannique et j'ai l'intention de lancer sur le marché de nouvelles variétés de piment, modernes et basées sur la recherche scientifique." ■

ENVIRONNEMENT

La petite reine du chocolat bio ivoirien

En Afrique de l'Ouest, des technologies innovantes réduisent l'impact environnemental de la transformation du cacao et renforcent la résilience des agriculteurs face au changement climatique.

Sophie Reeve et Cléophas Mosala



© CYRILLE BAH

Dans une usine de Côte d'Ivoire, les fèves de cacao sont transformées en chocolat cru à la force des mollets, grâce à un vélo broyeur.

À Abidjan, en Côte d'Ivoire, un "vélo broyeur" permet de transformer des fèves de cacao pour produire environ 400 kg de chocolat par mois. Dans l'usine de chocolat cru Mon Choco, des fèves soigneusement triées sont versées dans un entonnoir fixé à un vélo et transformées en pâte à l'aide d'un broyeur actionné par des personnes qui pédalent. Après deux ou trois jours de broyage, on obtient une pâte de chocolat onctueuse, qui est ensuite refroidie dans des moules.

Mon Choco produit des barres de chocolat biologiques et écologiques, ce qui est rare en Côte d'Ivoire, où sont fabriqués très peu de produits finis à base de chocolat. "Nous sommes le premier pays producteur de cacao au monde et, pourtant, nous ne fabriquons pas de chocolat", regrette Dana Mroueh, propriétaire de la chocolaterie. "Je voulais que les habitants de Côte d'Ivoire puissent goûter au chocolat de chez nous, avec des produits locaux comme le piment, le gingembre et la noix de cajou. Pour moi, c'était aussi une manière de valoriser le travail des planteurs, qui sont souvent oubliés."

L'une des spécificités de Mon Choco est de ne pas torréfier les fèves de cacao brutes, ce qui donne au chocolat une saveur plus riche, presque fruitée. "Nous sommes des chocolatiers artisanaux, ce qui signifie que l'ensemble de notre processus est manuel, de la cabosse à la tablette de chocolat emballée. Utiliser du chocolat cru permet aux fèves de garder toute leur saveur et leurs propriétés nutritionnelles. Elles sont ainsi plus riches en protéines et antioxydants, et le goût est vraiment différent", ajoute Dana Mroueh, qui s'approvisionne directement auprès de petits exploitants et sèche les fèves sur le toit de son usine, à Abidjan, ou dans son sèche-linge. "Nous réduisons au maximum notre consommation d'électricité pour avoir le moins d'impact possible sur l'environnement. Nous utilisons du papier recyclé quand nous le pouvons, des bocaux en verre et non en plastique, et un vélo qui nous permet d'économiser de l'énergie."

En Côte d'Ivoire, la majorité des agriculteurs utilisent des produits chimiques et des insecticides. La production de barres de chocolat bio est donc onéreuse et, avec des prix autour de 2,30 € par barre, ce type de produit s'adresse principalement au marché européen. "À l'avenir, nous aimerions exporter nos produits vers d'autres pays d'Afrique, ainsi qu'en Europe et en Asie."

Cacao intelligent face au climat

Pour aider à renforcer la productivité des cultivateurs de caco et améliorer la résilience face au changement climatique en Côte d'Ivoire et au Ghana, une plateforme baptisée CocoaCloud est en train d'être déployée à grande échelle. Cette plateforme génère, traduit et communique des informations essentielles sur le cacao – comme des prévisions météorologiques et des conseils agricoles basés sur la localisation – qui aident à prendre des décisions agricoles "intelligentes face au climat". CocoaCloud soutient déjà 7 500 producteurs de cacao, vulgarisateurs et membres de la communauté en Afrique de l'Ouest, grâce à des formations et à des services d'informations météorologiques localisées. L'objectif est d'atteindre un million de producteurs de cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire utilisant la plateforme d'ici 2024.

Les partenaires à l'origine de cette plateforme – le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), qui regroupe plus de 200 entreprises, et Opus Insights B.V. – ont appelé le secteur privé et les bailleurs de fonds à soutenir l'initiative d'agri-tech lors de la Semaine africaine du climat de l'ONU, à Accra, au Ghana, en mars 2019. ■

STOCKAGE POST-RÉCOLTE

Des énergies renouvelables contre les déchets

Dans l'est du Kenya, les agriculteurs peuvent stocker leurs récoltes dans des unités frigorifiques mobiles fonctionnant à l'énergie solaire à l'endroit et pour la période qui leur convient.

Justus Wanzala

Plus de 2 000 producteurs de fruits et légumes de l'est du Kenya utilisent des unités de stockage à basse température fonctionnant à l'énergie solaire, ce qui leur permet de réduire les pertes post-récolte et d'accéder plus aisément aux marchés locaux. Solar Freeze, une entreprise spécialisée dans les technologies agricoles et créée en 2016, a installé des chambres froides mobiles, facilement accessibles, dans les zones rurales, où les agriculteurs peuvent stocker leur production avant de la vendre sur les marchés. Les agriculteurs sont ainsi en mesure de récolter au bon moment et d'identifier les marchés les plus rémunérateurs, avec la garantie que leur production est à l'abri pendant ce temps. Cette technologie innovante a permis de réduire de 40 à 60 % les pertes post-récolte des utilisateurs, selon le directeur de Solar Freeze, Dysmus Kisilu.

2 000 producteurs stockent leurs produits dans des unités réfrigérées fonctionnant à l'énergie solaire

Les agriculteurs paient 10 à 30 KSH (0,09 à 0,26 €) par casier, selon le type de produit entreposé – avocats, carottes, ail, mangues, oignons, fruits de la passion, pois, poivrons, pommes de terre et épinards. Chaque producteur peut stocker jusqu'à 4 tonnes de produits. Pour les informer de l'espace disponible dans les unités et leur en expliquer le fonctionnement, Solar Freeze utilise une plateforme IoT (*Internet of Things*, Internet des objets). Par ailleurs, "ces unités mobiles fonctionnent à l'aide d'un capteur installé dans les chambres froides. Les informations concernent notamment la température des chambres froides", explique Dysmus Kisilu. Grâce à ce système, Solar Freeze peut également calculer le montant à payer par les agriculteurs et le moment du paiement.



© SOLAR FREEZE

Les unités de stockage à basse température réduisent les pertes post-récolte de 40 % à 60 %.

En collaboration avec les sociétés de téléphonie mobile SAFARICOM et AIRTEL, Solar Freeze a créé une application gratuite permettant aux agriculteurs de se mettre en relation avec des acheteurs, des sociétés de transport et des spécialistes de la vulgarisation agricole. Les acheteurs et les transporteurs, par exemple, reçoivent des informations sur les quantités stockées dans les unités qui sont prêtes à être livrées sur les marchés. De plus, les agriculteurs ont accès à un service de transport de type "Uber" qui vient chercher leurs produits au centre de stockage ou dans leur exploitation, et les transporte jusqu'aux marchés. Les noms et l'emplacement sont encodés dans l'application Solar Freeze et, en fonction de la quantité de produits, le service de collecte est facturé entre 50 KSH et 200 KSH (0,45 € et 1,8 €) par transfert. ■

Outil en ligne

Des aliments de base biofortifiés

UN NOUVEL OUTIL INTERACTIF en ligne, l'indice de priorité pour la biofortification (*Biofortification Priority Index*, ou BPI), a été conçu par HarvestPlus pour éclairer les décisions stratégiques en matière d'investissements, de politiques et de pratiques, concernant l'introduction et le développement d'aliments de base biofortifiés. Le BPI classe 128 pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et d'Amérique latine en fonction de leur potentiel de biofortification dans huit combinaisons de cultures et de micronutriments, telles que "zinc et riz" ou "fer et haricots". Le Niger est, par exemple, le premier pays pour le développement et la livraison de millet perlé riche en fer, dont la première variété a été lancée en 2018.

Une batteuse multi-céréales

Précieux gain de temps

PRÈS DE 90 FOIS PLUS RAPIDE que les techniques manuelles, une batteuse multi-céréales portative et mécanique est utilisée par plus de 2,5 millions de producteurs de céréales en Tanzanie. À l'origine de cette batteuse, l'entreprise Imara Tech la propose aussi à la location avec option d'achat et dispense des formations pour l'utiliser. La batteuse peut réduire de plusieurs jours, voire semaines, le temps de battage des agriculteurs tanzaniens (1,35 milliard d'heures par an). Les propriétaires d'une batteuse peuvent vendre des services de battage à d'autres exploitants. L'utilisation de cette batteuse permet d'obtenir des grains non contaminés par des cailloux ou de la saleté et de réduire efficacement les pertes après récolte, qui sont ainsi limitées à 2 %.

ENVIRONNEMENT

Récolter les fruits économiques de la conservation

En Zambie, des petits exploitants ont adopté des pratiques agricoles de conservation, au bénéfice de leur productivité et de la préservation de l'environnement.

Doreen Chilumbu

En Zambie, de petits exploitants reçoivent une formation sur les pratiques et les technologies de production climato-intelligentes permettant d'assurer la sécurité alimentaire et l'accès à des marchés garantis, tout en préservant les ressources naturelles. Grâce au modèle de développement rural des Marchés communautaires au service de la conservation (COMACO), 179 000 agriculteurs de l'Est de la Zambie (dont 52 % sont des femmes) ont eu accès à des intrants agricoles abordables et à une formation à des pratiques agricoles impliquant un travail du sol réduit, ainsi qu'au paillage et au compostage.

Le principe à la base des COMACO est qu'avec une formation et des incitations appropriées les petits exploitants adopteront des pratiques agricoles durables plutôt que des méthodes plus néfastes pour l'environnement, telles que la monoculture et la déforestation, et abandonneront le braconnage des éléphants et des rhinocéros. Le programme offre des prix supérieurs à ceux du marché pour les denrées produites conformément aux pratiques de l'agriculture de conservation, ainsi qu'un accès aux intrants lorsque ces méthodes sont utilisées.

Avant l'introduction du programme en 2003, les agriculteurs de la région gagnaient environ 230 kwachas zambiens (ZMW), soit 17 €, par récolte, contre désormais au moins 2 325 ZMW (170 €) de plus. “La plupart des familles de la vallée de Luangwa subissent 3 à 5 mois d'insécurité alimentaire chronique”, explique Nsefu, un chef traditionnel de la région. “Étant donné le peu d'options qui s'offrent à eux, les habitants se tournent vers l'exploitation forestière, la chasse illégale et l'agriculture sur brûlis. Depuis l'introduction de ces incitations, ces tendances évoluent à la baisse et les agriculteurs engagés dans le programme ont désormais assez de nourriture.”

Les pratiques promues comprennent également l'apiculture, le jardinage pendant la saison sèche et l'élevage de volailles. La diversification de la production a amélioré la productivité des petits exploitants et réduit le besoin en engrais inorganiques, diminuant ainsi les émissions d'oxyde nitreux. “Nos sols semblent plus sains et le rendement des cultures s'est amélioré. Nous avons assez de nourriture dans nos foyers et suffisamment de revenus dans nos poches”, témoigne Zitandala Sakala, une agricultrice de la vallée de Luangwa, dans l'Est de la Zambie.

L'adoption de l'apiculture a également dissuadé les agriculteurs de couper leurs arbres. “Ce fut un travail de longue haleine, mais aujourd'hui des centaines d'agriculteurs prennent conscience de la valeur de l'entretien et de la protection des arbres”, confesse Julius Kamanga, un apiculteur de Mfuwe.



© DOREEN CHILUMBU

Nelly Zimba, une agricultrice de l'Est de la Zambie, ramasse de l'herbe pour l'utiliser comme paillis afin d'améliorer la fertilité de son sol.

Le paillage est également devenu une pratique courante dans la région. Pour l'agricultrice Nelly Zimba, cette technique est un ingrédient nécessaire au succès de l'agriculture, dans la mesure où elle s'avère décisive pour préserver à long terme des sols sains et biologiquement actifs. “Nous cultivons plus de 35 espèces différentes de fruits et légumes sur environ 2 hectares en production. Nous affectons 4 hectares en tout à la production de légumes, donc les deux autres hectares, en rotation, sont recouverts de paillis.”

En Zambie, la vallée de Luangwa est l'une des régions les plus touchées du pays par les fréquentes inondations et sécheresses. Pour en atténuer les effets, le programme a permis la plantation de plus de 10 millions de boutures de manioc afin de constituer une réserve alimentaire en cas de sécheresse. Les cultures de manioc peuvent aussi contribuer à augmenter le stockage de l'eau dans les sols et à réduire le risque de ruissellement des eaux de pluie. ■

Système durable

Association pois-igname

DEPUIS 2018, au Ghana, l'Institut de recherche agronomique du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle familiarise des petits agriculteurs à un système de culture associant pois d'Angole et igname, pour remédier au problème du manque de sols fertiles. Suivant cette technique, les ignames sont plantées entre des rangées de pois d'Angole, coupés et utilisés comme des piquets. Les pois d'Angole conservent l'humidité et fixent l'azote atmosphérique, ce qui améliore la viabilité, l'efficacité et le rendement. Les feuilles, coupées et répandues avant de préparer la terre, enrichissent le carbone présent dans le sol et les taux de nutriments pour préserver la fertilité des sols.

Assurance

Protection sur mesure

AU KENYA, au Rwanda et en Tanzanie, une combinaison de systèmes mobiles et satellitaires assure le suivi de la production végétale et animale des petits exploitants et propose des produits d'assurance sur mesure contre les aléas météorologiques. Développés par l'entreprise Agriculture and Climate Risk Enterprise (ACRE) Africa, ces produits d'assurance sont fondés sur un indice : les indemnisations sont automatiquement versées sur la base de comparaisons avec les régimes de précipitations régionaux historiques. En 2018, plus de 1,7 million de petits producteurs ont été assurés pour des risques météo à hauteur de 160 millions d'euros. Au Kenya, le programme d'assurance d'ACRE, Bima Pima, est vendu dans les pharmacies vétérinaires et les magasins de matériel agricole.

AGROFORESTERIE

Au Burundi, du café sous la canopée

Secteur agricole crucial du Burundi, la culture du café pâtit du changement climatique. Un projet aide les agriculteurs à restaurer les paysages et à gérer leurs biens durablement.

Georgina Smith



© GEORGINA SMITH

Un projet de culture durable du café mené au Burundi a permis l'adoption de pratiques agroforestières sur 4 400 hectares.

Au Burundi, 9 600 ménages cultivent désormais du café d'ombre. Cette méthode intelligente face au climat consiste à cultiver le café avec d'autres plantes et arbres, comme des bananiers, des haricots et du maïs, qui protègent le café des rayons agressifs du soleil ou des vents violents, tout en fournissant des sources de revenus complémentaires. Les haricots fixent l'azote dans le sol et améliorent ainsi la fertilité des sols, tandis que les bananes restent hydratées même en cas de sécheresse, ce qui réduit la compétition pour l'eau lors de tels épisodes.

Dans le cadre du projet *Sustainable Coffee Landscapes* (Gestion durable des paysages de café) financé par le Fonds pour l'environnement mondial et mis en œuvre par le ministère burundais de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, des avocatiers, des mandariniers, des orangers et des pruniers japonais ont aussi été plantés, dans les provinces de Bubanza, Bururi et Muyinga. Depuis 2013, plus de 18 700 agriculteurs ont adopté ces pratiques agroforestières, ce qui a amélioré la productivité des 2 millions de caféiers déjà présents sur 4 400 hectares.

Au Burundi, l'industrie du café assure la moitié des moyens de subsistance locaux et représente 90 % des entrées de devises étrangères dans le pays. Toutefois, la forte dégradation des sols coûte au pays 4 % de son PIB chaque année.

Un manuel et une brochure expliquant comment cultiver du café d'ombre de manière rentable ont été traduits en français et dans la langue locale, le kirundi. Un projet d'agritourisme communautaire dans la réserve forestière de Bururi, au sud du pays, a permis aux populations de la région d'acheter des terres pour la première fois. "Autrefois, nous étions des ennemis de la réserve forestière de Bururi, mais aujourd'hui nous en sommes les gardiens", observe Odette Nkurikiye, membre de la communauté Batwa. "Nous avons des emplois et nous avons même acheté des terres. Nous voulons exploiter les possibilités offertes par nos paysages restaurés afin de ne pas retomber dans la pauvreté."

Forte de cette réussite, la Banque mondiale a lancé, début 2019, un projet de résilience et de restauration des paysages au Burundi doté de 26,6 millions d'euros, pour restaurer 90 000 hectares de terres supplémentaires en encourageant une gestion durable de la réserve forestière de Bururi et des parcs nationaux de Kibira et de Ruvubu. Ce projet devrait avoir des retombées positives pour 80 000 ménages et accroître la productivité des sols de 20 %. ■

MICHAEL HAILU

"La digitalisation change la donne pour l'agriculture"

À l'occasion de la parution d'un rapport majeur sur la digitalisation de l'agriculture en Afrique, le directeur du CTA Michael Hailu espère que l'ouvrage amènera les investisseurs à s'engager dans le secteur.

Susanna Cartmell-Thorp

La numérisation est une composante majeure de la stratégie du CTA. Comment soutenez-vous le développement et la diffusion de technologies numériques efficaces ?

Le CTA est à la pointe des efforts pour rendre la digitalisation plus accessible, en particulier aux petits agriculteurs. L'une de nos interventions consiste à identifier et tester les nouvelles innovations digitales intéressantes, réaliser des essais pilotes et voir comment les intégrer dans les chaînes de valorisation de la petite agriculture. Prenons l'exemple des drones, utilisés depuis peu dans le secteur agricole : nous avons travaillé dans les régions ACP avec des fournisseurs de drones et de jeunes entrepreneurs pour étudier comment cette technologie peut contribuer à fournir des informations en temps réel aux agriculteurs afin d'améliorer leur productivité, tout en créant des opportunités pour les jeunes. Nous avons aussi lancé un projet qui aide de jeunes entrepreneurs à développer l'application de la technologie blockchain pour résoudre des problèmes spécifiques aux chaînes de valeur, comme l'amélioration de la traçabilité des produits agricoles pour permettre aux agriculteurs d'en obtenir un meilleur prix.

Nous avons également aidé de jeunes innovateurs prometteurs, que nous avons repérés grâce à nos concours Pitch AgriHack organisés dans tous les pays ACP. Nous touchons un grand nombre de jeunes innovateurs en lançant un appel à propositions, sélectionnons 20 à 25 d'entre eux, les réunissons pour un stage de formation, choisissons les gagnants et les aidons avec un processus d'encadrement, de formation et d'incubation entrepreneuriale. Les gagnants et finalistes ont, pour beaucoup, déjà créé leurs propres start-up, donc nous les aidons à développer davantage leurs entreprises. Quant à ceux qui démarrent, nous leur offrons notre soutien pour conceptualiser leur modèle commercial. Le CTA a ainsi aidé plus de 800 jeunes innovateurs dans toutes les régions ACP, dont beaucoup offrent leurs services à des dizaines de milliers de petits agriculteurs.

C'est un vaste domaine, où les innovations sont nombreuses et les jeunes très actifs. Tout cela est très encourageant, mais quel est le point qui vous paraît le plus intéressant dans cette évolution ?

Je pense que l'aspect le plus intéressant est la vitesse à laquelle la digitalisation de l'agriculture se développe, en particulier en Afrique. En 2013, lorsque le CTA a organisé une grande conférence internationale sur les TIC4Ag au Rwanda, il se passait peu de choses dans ce domaine. Notre rapport sur la digitalisation montre que ces dernières années ont vu une augmentation très importante des nouvelles solutions digitales apparaissant sur le marché. Les principaux bailleurs de fonds et les gouvernements se sont aussi montrés plus résolus à réellement tirer parti de la numérisation pour transformer la petite agriculture. Le CTA est apparu comme un véritable pionnier dans ce domaine et les acteurs majeurs convergent désormais vers son intégration dans le secteur.

Le CTA reste une organisation relativement modeste. Quel rôle le CTA devrait-il jouer par rapport aux autres acteurs du secteur ?

Bien que le CTA soit une petite structure, il joue en réalité un rôle de catalyseur en tant que pôle de connaissance facilitant l'échange des enseignements et expériences, et rend ainsi ces innovations plus accessibles aux entrepreneurs et agriculteurs. Nous déployons beaucoup d'efforts pour identifier les nouvelles technologies, partager les enseignements et publier des informations sur ces innovations, et nous avons aussi aidé

© CTA



Michael Hailu insiste sur le rôle de catalyseur du CTA dans la sensibilisation aux technologies numériques, le partage d'informations sur ces innovations et le soutien aux jeunes entrepreneurs.

de nombreux jeunes entrepreneurs, tirant ainsi le meilleur parti de notre modeste investissement. Le rôle du CTA a été déterminant dans son appui aux innovations numériques pour la petite agriculture mais, bien sûr, nous avons aussi fait nos propres investissements. Je pense que le rôle du CTA est, avant tout, de créer de la visibilité, de partager les expériences et de suivre l'évolution des choses, ce qu'aucun autre organisme ne fait à l'heure actuelle.

Pour le CTA, l'un des principaux événements cette année est la publication de ce rapport sur la digitalisation de l'agriculture en Afrique. Que propose-t-il ?

Pour la première fois, ce domaine est examiné de près : à quoi ressemble l'écosystème, qui sont les principaux acteurs, quelle est la portée des diverses solutions, combien d'agriculteurs ou de petits exploitants utilisent réellement ce service, quelles sont les perspectives de croissance, etc. ? Personne n'a examiné la situation actuelle ni présenté les recommandations qui en découlent pour les différentes parties prenantes, dont le secteur privé, les gouvernements et les bailleurs de fonds. Ce rapport pourra servir de base pour suivre les futurs développements et évolutions.

L'un des principaux résultats est que, dans les cinq cas d'utilisation examinés, presque 33 millions d'agriculteurs se sont inscrits mais seulement 40 % d'entre eux utilisent régulièrement ces services. À l'avenir, nous devons concentrer davantage notre attention sur l'utilisation plutôt que sur le nombre d'inscriptions.

L'autre observation, pas surprenante, est que les femmes ne représentent qu'environ 25 % des utilisateurs, et les jeunes 65 %. Nous savons que les femmes n'utilisent pas autant les technologies qu'elles le devraient alors qu'elles constituent environ 45 % de la main-d'œuvre agricole. Cela confirme que les femmes sont mal représentées dans les utilisations technologiques et que les jeunes trouveront l'agriculture plus attractive avec l'application de ces technologies.

Nous constatons aussi que les utilisateurs sont beaucoup plus nombreux en Afrique de l'Est, alors que la plupart des solutions se trouvent en Afrique de l'Ouest. L'Afrique australe et centrale sont plutôt faiblement représentées.

Quels sont les principaux défis à relever pour que le secteur évolue de manière positive ?

Il y a le gros problème des infrastructures numériques dans les zones rurales et de la manière dont ces services pourraient être plus facilement déployés. Il y a aussi la question de l'implication des agriculteurs dans les chaînes de valeur. La plupart des utilisateurs actifs interviennent dans des chaînes de valeur dites resserrées, dans lesquelles une liaison très claire existe entre producteurs et transformateurs, puis avec les marchés. Certains problèmes sont liés à l'instauration de politiques favorables dans divers pays. Au Kenya, par exemple, de nombreuses solutions et activités sont induites par le secteur privé parce que le pays dispose d'un cadre politique plutôt encourageant pour ce type d'investissement.

Quel est le message essentiel à retenir de ce qu'exprime ce rapport et de l'action du CTA ?

la digitalisation peut réellement changer la donne dans la transformation de l'agriculture à petite échelle en Afrique, mais il faut lui accorder l'importance qu'elle mérite dans les politiques et investissements. Les gouvernements devraient la considérer comme un domaine primordial qui pourrait avoir une forte incidence sur la transformation de l'agriculture, l'amélioration de la productivité, le renforcement de la résilience et la création d'opportunités pour les jeunes et les femmes. Mon message est donc que les gouvernements devraient sérieusement s'intéresser aux bénéfices qu'ils pourraient tirer de la digitalisation dans le cadre de leurs stratégies de transformation de l'agriculture. ■

Enock Chikava

Les promesses des innovations numériques

Enock Chikava, de la Fondation Bill & Melinda Gates, souligne le rôle central des secteurs public et privé pour la digitalisation agricole.

Susanna Cartmell-Thorp



© GATES FOUNDATION

Enock Chikava, de la Fondation Gates, analyse les bénéfices de la digitalisation pour les agriculteurs.

Quelle est la vision globale de la Fondation Gates en ce qui concerne la transformation digitale de l'agriculture ?

L'agriculture à petite échelle est confrontée à de nombreux défis. Les agriculteurs sont divisés en petites unités, dispersés et déconnectés des systèmes de marché opérationnels. Cette situation résulte en partie de la piètre qualité des infrastructures, mais aussi du faible niveau d'alphabétisation de certains agriculteurs et du fait que les informations, les services et les produits ne parviennent pas aux agriculteurs de manière efficace et en temps utile. Par conséquent, personne n'a une compréhension approfondie de la façon dont les petits producteurs effectuent leurs transactions. Ce manque de transparence dans leurs activités exclut les petits agriculteurs de tous les services et systèmes de marché formels.

À la Fondation Gates, nous nous réjouissons des promesses qu'apportent les innovations numériques, avec la baisse des coûts liés aux outils et aux données. Nous œuvrons à faire émerger des innovations transformatrices dans le domaine des technologies et des infrastructures numériques qui pourront contribuer à connecter les petits agriculteurs à grande échelle, en leur offrant ainsi un accès égal aux informations sur les marchés, aux marchés d'intrants et de produits, et aux services de conseil, qui sont particulièrement nécessaires en cette période de changements climatiques. Les agriculteurs doivent être à la page des innovations climato-intelligentes en matière de semences et de races animales améliorées, et les technologies numériques peuvent les y aider.

Quels sont les domaines d'intervention les plus prometteurs en termes de collecte de données et de technologies numériques ?

Il faut avant tout avoir une vision. Une fois cette vision définie, il est nécessaire de disposer d'infrastructures. Nous avons donc besoin de réglementations et de politiques pour encourager les investissements du secteur privé. Le point de départ est un gouvernement qui a défini une vision et qui a conscience du potentiel des innovations numériques pour mettre les petits producteurs en relation avec les marchés d'intrants et de produits, avec les services de conseil, ainsi qu'entre eux pour mener des actions collectives.

Le CTA va bientôt publier un rapport sur la digitalisation de l'agriculture. D'après vous, quel sera son impact sur les sujets abordés et sur la manière de travailler ?

Le rapport du CTA dressera un état des lieux de la situation actuelle et mettra en valeur les bienfaits de la digitalisation, ce qui nous permettra de mobiliser les gouvernements, le secteur privé et les bailleurs de fonds. Nous espérons que ce rapport analysera plus en détail certains cas illustrant comment les innovations numériques peuvent être déployées. Nous devons sans cesse mettre à l'épreuve la solidité et la résilience des modèles d'activités face aux défis rencontrés dans les pays en développement. Nous devons utiliser des pays et même des régions comme unités de mise à l'échelle, et non une multitude de projets pilotes menés au niveau des villages.

Il est bien de susciter de l'enthousiasme et de réaliser que la digitalisation est peut-être la meilleure solution pour supprimer une grande partie des obstacles. Toutefois, des questions surviennent quant à la sécurité de ces données, à leur propriété et à leur partage. Si les données déjà collectées, standardisées et analysées restent entre les mains et sous le contrôle d'une minorité, cela va à l'encontre de l'objectif même de la digitalisation. Il faut que les données soient largement partagées pour que les nouveaux arrivants ne doivent pas consacrer autant de temps et d'efforts pour recueillir le même type de données. Pour déployer ces technologies à l'échelon national, le gouvernement doit jouer un rôle clé dans le cadre de ce système. Dans la plupart des cas, le gouvernement ne travaille pas souvent en partenariat avec le secteur privé. Nous devons donc trouver de meilleurs mécanismes pour faciliter la collaboration entre ces deux entités. ■

Dossier

JEUNES & EMPLOI : L'AGRICULTURE PLUTÔT QUE L'ÉMIGRATION

En Afrique, l'augmentation d'une main-d'œuvre jeune ouvre des perspectives pour la transformation de l'agriculture. Le secteur doit toutefois offrir des opportunités d'emploi plus attractives aux jeunes du continent.


Avec un soutien financier et pédagogique, les jeunes entrepreneurs développent des entreprises en agribusiness rentables et durables.

EMPLOIS

Comment l'agriculture peut contrecarrer la migration des jeunes

De plus en plus de jeunes quittent leurs communautés rurales d'Afrique subsaharienne en quête de meilleurs emplois. Pour devenir une alternative, le secteur agricole doit leur proposer des opportunités de travail viables.

Stephanie Lynch

Les migrations sont loin d'être un phénomène nouveau et l'essentiel de ces mouvements migratoires se produit à l'intérieur des pays plutôt qu'entre pays ou continents. Parmi les multiples causes de l'exode rural en Afrique – catastrophes climatiques, intempéries, dégradation des ressources naturelles et conflits... – figure en premier lieu l'explosion démographique des jeunes sur le continent.

En Afrique subsaharienne, la moitié de la population a moins de 25 ans et presque 20 millions de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail, dont 12 millions de ruraux. Selon la FAO, 65 à 75 % des migrants africains sont des jeunes qui cherchent essentiellement des opportunités d'emploi. L'agriculture, plus important employeur d'Afrique, offre les meilleures perspectives de croissance économique et de création d'emplois pour la jeunesse. Pour tirer parti de ce potentiel inexploité, l'agriculture doit devenir une option professionnelle plus attractive et viable pour les jeunes. En la matière, les secteurs public et privé ont un rôle crucial à jouer.

Tirer parti des opportunités économiques

La Banque mondiale prévoit que l'agriculture et l'agrobusiness africains vont se développer au point de valoir 890 milliards d'euros d'ici 2030, ce qui représente des perspectives de bénéfices considérables pour les jeunes agriculteurs et entrepreneurs. “Nous disposons des ressources nécessaires, comme les terres et les sols fertiles, que nous pouvons utiliser pour saisir des opportunités commerciales dans l'industrie alimentaire mondiale”, affirme Kisseka Samson, 22 ans, cofondateur et directeur exécutif de l'entreprise Hello Mushrooms U Ltd en Ouganda.

Hello Mushrooms fournit des intrants et propose des formations gratuites à des producteurs de champignons en échange de leur production, vendue ensuite à vingt grossistes et détaillants ainsi qu'à des clients individuels. Le continent offre partout des exemples semblables de jeunes entrepreneurs agricoles ambitieux. Comme au Cameroun, où Awah Ntseh, 22 ans, a créé Farmer's Forte, une gamme de produits de beauté développés à partir de produits locaux – huile de noix ›



© IITA

Une seconde chance pour des jeunes ruraux du Mali

Au Mali, des jeunes peu scolarisés ont été formés à la création de micro-entreprises. Financé par l'USAID et le projet Mali Out-of-School Youth Project (OSYP), PAJE-Nièta (Projet d'appui aux jeunes entrepreneurs) a permis à 8 077 jeunes de créer leur propre entreprise, sur les 10 951 qui ont complété une formation technique.

C'est le cas d'Amadou Dao, 30 ans, désormais à la tête d'une boulangerie dont l'activité lui permet de nourrir les 20 membres de sa famille, dans le bourg de Yorosso, au sud du Mali. Il a suivi des cours de boulangerie, de langues nationales et de français, et a reçu une pelle, un pétrin et deux tables. "Aujourd'hui, je gagne entre 300 000 et 350 000 FCFA par mois [460 à 500 euros environ]. Grâce à ma boulangerie, j'ai trois terrains à usage d'habitation, une maison construite et des motos." Pour répondre à la forte demande, il utilise chaque jour plus de 50 kg de farine et emploie trois personnes.

PAJE-Nièta a formé et engagé 309 volontaires qui sont intervenus dans plus de 220 villages où ils ont encadré plus de 14 000 jeunes et appuyé plus de 220 associations de jeunes ou comités d'association de jeunes à travers des cours d'éducation de base (lecture, écriture et calcul en langue nationale). Les bénéficiaires ont aussi eu droit à des cours de français, ainsi que des formations en entrepreneuriat et à l'établissement de groupes d'épargne et de crédit. Le projet a permis "à des jeunes d'être économiquement productifs et qu'ils se sentent confiants en leur avenir au sein de leurs communautés", se félicite Adwoa Atta-Krah, directrice du projet pour l'organisation Education Development Centre.

Dans le village de Kinian, à 60 km de Yorosso, Sidi Sanou, un maraîcher de 32 ans, fournit désormais la petite ville en légumes. Ce père de deux enfants a bénéficié de cours sur l'entrepreneuriat et les techniques du maraîchage, en plus de formations sur le maraîchage, l'entretien des boutures et l'utilisation des fertilisants dans un jardin. Sidi Sanou estime son revenu mensuel à au moins 10 000 FCFA (environ 15 €), grâce à la vente de produits comme le gombo, les laitues et les tomates, contre 2 000 ou 3 000 FCFA (3 ou 4 €) par mois avant le projet.

Soumaïla Diarra

› de coco, margousier, aloe vera. Ou au Kenya, où Kevin Kibet, 22 ans aussi, fournit des débouchés immédiats à ses 130 fournisseurs d'avocats. “D'ici fin 2019, j'espère toucher 500 agriculteurs, 1 000 dans trois ans, et un million dans les prochaines douze années”, indique Kevin Kibet.

Mettre au point des incitations technologiques

Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, Li Yong, prévient : intégrer les jeunes au secteur agricole “exigera la transformation des systèmes alimentaires et l'adoption de technologies innovantes”. Le développement rapide de technologies agricoles ces dernières années a déjà démontré l'existence d'opportunités d'emploi nouvelles et intéressantes pour la jeunesse dans le secteur.

> “Les jeunes ont envie de participer aux processus décisionnels concernant l'agriculture, mais il faut leur donner les compétences adéquates pour bien faire passer leurs messages.”

Le défi de l'emploi des jeunes en Afrique

L'Afrique a la population la plus jeune du monde. Étant le secteur qui emploie le plus de gens, l'agriculture a le potentiel d'absorber cette main-d'œuvre et de créer des emplois productifs.



600 millions d'Africains ont **moins de 25 ans**



72 % des jeunes Africains sont sans emploi ou ont des emplois précaires, et vivent avec **moins de 2 € par jour**



11 millions de jeunes devraient arriver sur le marché de l'emploi africain chaque année



63 % de la population d'Afrique subsaharienne vivent en **zone rurale**, où l'agriculture est la source principale de revenus



L'agriculture pourrait créer **8 millions d'emplois stables** en Afrique d'ici 2020. Si le secteur connaît une croissance accélérée, ce nombre pourrait passer à **14 millions**

SOURCE : YOUNG AFRICA WORKS SUMMIT 2017

Un groupe de jeunes entrepreneurs zambiens a, par exemple, développé une plateforme numérique qui prévoit les conditions météorologiques et la probabilité d'invasions de ravageurs ou d'épidémies. AgriPredict fournit à ses utilisateurs – petits fermiers, agriculteurs commerciaux, fournisseurs de services de vulgarisation, ONG et institutions gouvernementales ou environnementales – l'information nécessaire pour prendre des mesures préventives permettant d'atténuer ces risques. Les agriculteurs n'ont qu'à prendre une photo de leur culture et l'envoyer à AgriPredict, via les médias sociaux ou WhatsApp, et le système fournit immédiatement un diagnostic, des solutions de traitement (au besoin) et des indications sur l'emplacement des agrodistributeurs les plus proches.

Au Rwanda, un groupe de jeunes ingénieurs a conçu un système technologique permettant aux agriculteurs de gérer leurs champs à distance. Grâce à des capteurs qui recueillent des données en temps réel, la plateforme web et pour appareils portables de STES Group leur permet de suivre l'évolution des prévisions météorologiques, ainsi que de la fertilité et de l'humidité des sols. Le système automatisé d'irrigation de l'entreprise peut être activé et désactivé par les agriculteurs à l'aide de leurs téléphones portables, en fonction des informations qu'ils reçoivent des capteurs.

AgriPredict et STES Group montrent que les jeunes sont capables d'exploiter

le potentiel de transformation et les avantages économiques que présente la numérisation de l'agriculture. Ces innovations, en plus de fournir des emplois aux jeunes créateurs de ces entreprises, ont aussi contribué à réduire les risques et améliorer l'efficience de l'agriculture, en faisant ainsi un moyen d'existence plus attractif pour la jeunesse rurale. Toutefois, sans les compétences pour développer, gérer et entretenir de telles technologies, la jeunesse africaine ne pourra pas tirer le meilleur parti des opportunités offertes par la numérisation de l'agriculture.

Partager les connaissances et renforcer les capacités

Il est urgent de développer les capacités de la jeunesse rurale africaine, sur le plan des compétences techniques ou numériques, mais aussi en matière de meilleures pratiques agricoles et de savoir-faire commercial, afin de stimuler la croissance économique et promouvoir l'emploi des jeunes. Heureusement, de nombreuses initiatives prometteuses visant à créer des emplois et aider les jeunes entrepreneurs à monter des agroentreprises viables voient le jour dans tout le continent (lire notre reportage au Sénégal, *Les bonnes pratiques agricoles permettent de freiner la migration*). Au Kenya, l'organisation de développement des capacités USTADI axe ses efforts sur l'amélioration des compétences techniques et des connaissances commerciales des jeunes, afin de promouvoir la création d'entreprises rurales durables.

Dans le comté de Busia, au Kenya, USTADI a créé une exploitation avicole de démonstration et dispensé à 22 jeunes agricultrices des formations agricoles pratiques – telles que les meilleures méthodes d'alimentation et de gestion des maladies – et des compétences commerciales. Suite à cela, les éleveurs de volaille locaux ont triplé leur productivité et modifié ainsi la perception que les jeunes avaient de l'agriculture en transformant ce qu'ils estimaient être une activité de subsistance en un secteur offrant des opportunités de création d'entreprises professionnelles et profitables dans leur région. De même, le Centre d'innovations vertes (CIVA), lancé en 2016 par AfricaRice, en partenariat avec les gouvernements allemand et béninois, cible les jeunes ruraux formés en vulgarisation agricole pour créer des emplois et améliorer la productivité et les revenus des exploitations.

> Selon la FAO, 65 à 75 % des migrants africains sont des jeunes qui cherchent surtout des opportunités d'emploi.

Le CIVA a élaboré plus de 30 cours en ligne – offerts aux élèves et diplômés de dix collèges agricoles du Bénin – conçus pour préparer les participants à travailler en tant que conseillers en vulgarisation auprès des agriculteurs. Une fois leur formation terminée, les jeunes instructeurs visitent des villages béninois pour promouvoir le Système d'intensification du riz, qui définit un ensemble de principes visant à augmenter durablement les rendements rizicoles, dont la plantation plus espacée dans le temps de jeunes plants (de 8-12 jours). D'ici 2022, le projet vise à créer 1 000 nouveaux emplois pour les jeunes et augmenter de 33 % les revenus de 50 000 petits agriculteurs.

Faciliter l'entrepreneuriat des jeunes

Outre la formation des jeunes aux meilleures pratiques agricoles, une série de pépinières d'entreprises a vu le jour pour les aider à transformer leurs idées innovantes en agroentreprises durables. L'initiative Jeunes agripreneurs de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) a élaboré un programme d'entrepreneuriat sur 18 mois pour des diplômés sans emploi. Grâce aux centres d'incubation d'entreprises créés en République démocratique du Congo, au Kenya, au Nigeria, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie, des jeunes diplômés africains sont accompagnés et encadrés pour saisir les opportunités commerciales offertes par la production et la valorisation de divers produits agricoles – soja, poisson et animaux d'élevage.

Le programme Jeunes agripreneurs vise à changer la mentalité des jeunes afin qu'ils prennent conscience du potentiel commercial de l'agriculture africaine en leur enseignant les meilleures technologies d'amélioration des rendements ou de transformation des produits, ainsi que des stratégies commerciales efficaces pour maximiser leurs profits. Au terme du programme de 18 mois, les participants développent des plans commerciaux bancables leur permettant d'accéder aux prêts des banques commerciales et de créer des agroentreprises indépendantes. En décembre 2018, l'ancien stagiaire de Jeunes agripreneurs Edmond Ng'walago a remporté le prix Young Graduate Entrepreneurship de 2018 pour son entreprise de produits à valeur ajoutée à base de lapin. Avec les 5 millions de shillings tanzaniens (1 916 €) obtenus, Edmond Ng'walago veut développer son entreprise, Ng'wilago Youth Transcend, pour diffuser ses biopesticides à base d'urine de lapin et ses sandales en fourrure de cet animal dans toute la Tanzanie.

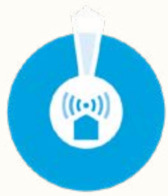
Lorsque les jeunes commencent à réaliser qu'il existe des alternatives rentables à la migration, qui impliquent de créer leurs propres agroentreprises, ils ont besoin d'accéder à des capitaux nécessaires au démarrage de leur activité. C'est pour cela qu'en octobre 2018 la Fondation Mastercard a créé un nouveau fonds pour aider les diplômés du Programme de bourses de la Fondation Mastercard présentant des projets commerciaux viables, durables et modulables. Ce fonds de 1,8 million d'euros fournira un capital de démarrage aux participants les plus prometteurs du programme de bourses, qui dispense des enseignements et des perfectionnements en leadership à plus de 35 000 jeunes Africains attachés à transformer la vie de leurs communautés. “Le nouveau fonds de la Fondation Mastercard suscitera une vague de changements communautaires dans toute l'Afrique en lançant des centaines d'initiatives sociales mises sur pied par de jeunes responsables africains”, affirme Kayiza Isma, cofondateur de Sparky Social Enterprise. ›

› Il ne faut pas sous-estimer la valeur des programmes d'entrepreneuriat comme Jeunes agripreneurs de l'IITA et le Programme de bourses de la Fondation Mastercard, sans oublier le concours Pitch AgriHack du CTA. Toutefois, pour encourager davantage les jeunes à tirer parti des opportunités offertes par l'agriculture africaine, le rôle des gouvernements est crucial. Il leur revient en effet de développer des politiques soutenant l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes.

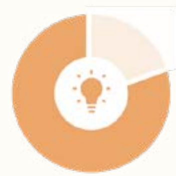
Pour garantir que les politiques soient élaborées au bénéfice des jeunes, mais aussi avec eux, il faut s'efforcer de les associer davantage à leur formulation. Le Rwanda Youth Agribusiness Forum (RYAF) a été créé en mai 2016 à cette fin. Avec 12 000 membres âgés de 35 ans et moins, le RYAF représente bien la jeunesse rwandaise engagée dans l'agriculture et l'agrobusiness. Des représentants du Forum participent activement aux concertations sur les politiques et préconisent des interventions visant à renforcer la participation des jeunes à la transformation du secteur agricole national. De même, la plateforme de Jeunes professionnels pour le développement agricole (YPARD) permet à des intervenants de moins de 40 ans travaillant dans le secteur agricole de défendre des politiques et actions avantageuses. YPARD Ghana fédère plus de 750 représentants d'organisations d'agriculteurs, du gouvernement et du secteur privé. Ces dernières années, la plateforme a proposé plusieurs réformes politiques répondant directement à la nécessité de créer des opportunités d'emploi pour la jeunesse ghanéenne.

Le potentiel transformateur de la jeunesse africaine

Des jeunes sensibilisés à la digitalisation sont prêts à intégrer les technologies aux pratiques agricoles et à moderniser l'agriculture.



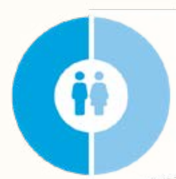
90 % des jeunes Kényans ont **adopté les TIC** dans leurs pratiques agricoles



72 % des jeunes d'Afrique subsaharienne préfèrent lancer leur propre entreprise plutôt que de travailler dans une organisation existante



43 % des nouvelles entreprises installées en Afrique entre 2015 et 2020 devraient l'être dans l'agriculture et l'agribusiness.



50/50 Les proportions d'hommes et de femmes entrepreneurs sont pratiquement égales dans les économies d'Afrique subsaharienne

SOURCE : BUSINESS PARTNERS ENTREPRENEUR OF THE YEAR 2013 ; DJEMBE COMMUNICATIONS AND FORBES INSIGHTS 2015 ; YOUNG AFRICA WORKS SUMMIT 2017

Connecter la jeunesse au reste du monde

Comme l'affirme Sithembile Ndema Mwamakamba, du Réseau pour l'analyse des politiques sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles, dans une interview pour *Spore*, “les jeunes ont envie de participer aux processus décisionnels concernant l'agriculture, mais il faut leur donner les compétences adéquates pour bien faire passer leurs messages”. Par le biais de plateformes comme le RYAF et YPARD, les jeunes engagés dans l'agriculture peuvent influencer le cadre politique pour qu'il réponde mieux à leurs besoins et contribuer à faire de l'agriculture une option professionnelle plus attractive pour les jeunes ruraux.

De son côté, le CTA met des jeunes chefs d'agroentreprises et agriculteurs en contact avec des décideurs et renforce les organisations d'agriculteurs. Il travaille aussi avec AgriCord, l'Organisation panafricaine des agriculteurs et le Conseil européen des jeunes agriculteurs afin de mettre en relation les jeunes agriculteurs d'Afrique et de l'Union européenne. En permettant à de jeunes Africains de s'exprimer sur la scène internationale, ces plateformes accroissent la visibilité des entrepreneurs et des chefs d'agroentreprises prospères, redorent le profil des jeunes agriculteurs et garantissent ainsi que leur importance pour la future sécurité alimentaire mondiale soit universellement reconnue. Enfin, ces plateformes peuvent constituer une source d'inspiration pour d'autres jeunes Africains ruraux en quête d'alternatives viables à la migration. ■

INTERVIEW

Sithembile Ndema Mwamakamba : Priorité à l'implication des jeunes dans les technologies et l'innovation

James Thorp

L'Afrique compte plus de 200 millions de jeunes. Comment permettre au continent d'exploiter le potentiel de cette jeunesse ?

Nous devons absolument miser sur les technologies. L'agriculture en Afrique est considérée depuis longtemps comme archaïque, alors qu'elle a beaucoup évolué dans le reste du monde. Nous devons changer d'approche : l'éducation que reçoivent les jeunes – que ce soit dans les écoles techniques ou à l'université – est conçue pour leur apprendre à travailler au service d'autres personnes, et non pour eux-mêmes.

Nous devons aussi nous pencher sur les opportunités que présentent les défis actuels. Par exemple, dans le domaine du changement climatique, les jeunes pourraient s'impliquer dans le crédit carbone et le marché du carbone. En outre, nous avons besoin de programmes de financement créatifs et efficaces, conçus pour les jeunes désireux de lancer leur propre entreprise.

Au FANRPAN, vous travaillez avec la Fondation MasterCard pour promouvoir la participation des jeunes dans la politique. Quelle est l'importance de cette collaboration ?

Nous collaborons depuis deux ans au développement d'un guide politique pour les jeunes, qui tord le cou au mythe selon lequel la politique est réservée aux représentants gouvernementaux ou aux adultes. Les défis auxquels nous sommes confrontés en Afrique concernent aussi bien les jeunes que les moins jeunes. En travaillant avec la Fondation MasterCard, nous avons constaté que les jeunes ont la volonté de s'impliquer dans la politique agricole, mais ils n'ont pas les compétences nécessaires pour faire passer leurs messages.

La digitalisation est-elle le remède miracle pour attirer plus de jeunes dans le secteur agricole ?

Personnellement, je suis convaincue que l'implication des jeunes dans les technologies et l'innovation devrait être une priorité pour les gouvernements. Le monde évolue à une vitesse sans précédent. Nous devons intégrer au mieux les technologies et l'innovation dans l'agriculture si nous voulons créer de nouvelles possibilités de développement pour l'Afrique – et les jeunes sont au cœur de cette innovation. Je pense donc qu'il est particulièrement important que nos dirigeants plaident pour une plus grande participation des jeunes à l'espace numérique et pour la création d'un environnement propice en la matière. Je pense que cette opinion est partagée par les leaders africains, car la science, la technologie et l'innovation sont des piliers majeurs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Le concours Pitch AgriHack du CTA propose des formations et du mentorat aux jeunes entrepreneurs pour les aider à créer des e-agroentreprises plus durables. Pourquoi ces programmes sont-ils si importants ?

Je pense que les jeunes apprennent par la pratique, et des opportunités comme le concours Pitch AgriHack les incitent à innover. D'après ce que je comprends, cette compétition s'accompagne de formations et de mentorat, donc les jeunes sont vraiment soutenus tout au long de la création de leur entreprise.

Au bout du compte, il s'agit de garantir la pérennité. Il faut donc que les anciens transmettent leurs connaissances aux plus jeunes. L'agriculture intelligente face au climat est défendue par la FAO, le CTA et le FANRPAN, entre autres. Cette approche n'est pas révolutionnaire, dans le sens où elle prône des pratiques telles que l'agriculture de conservation et la culture sans labour, qui sont utilisées depuis longtemps. Mais, à la suite de recherches plus approfondies, elles bénéficient désormais d'une meilleure compréhension et leur valeur est davantage appréciée. Ces connaissances doivent donc être transmises à nos futurs agriculteurs.



© LENS TALK

Pour Sithembile Ndema Mwamakamba, du Réseau pour l'analyse des politiques sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles (FANRPAN), il faut faciliter la création d'agroentreprises par les jeunes

Le Manuel de formation politique du FANRPAN a été publié en 2018. Il s'agit d'une ressource précieuse pour les jeunes qui désirent s'impliquer dans la prise de décisions. Le manuel est disponible sur le site web du FANRPAN : (en anglais) https://tinyurl.com/y6l33jtw

AFRIQUE DE L'EST

La téléréalité attire les jeunes dans les champs

En suivant et aidant des agriculteurs, des émissions de télévision diffusées au Kenya et en Tanzanie encouragent les jeunes à envisager l'agriculture comme un choix de carrière lucratif.

Pius Sawa

Comme beaucoup d'autres Africains, les jeunes Kényans ne disposent pas toujours des garanties ou connaissances financières nécessaires à la création d'entreprises agricoles. En outre, les problèmes liés au stockage, au transport et à l'accès au marché des produits agricoles, ainsi que les pertes alimentaires et le gaspillage qui en découlent, découragent davantage la jeunesse de s'impliquer dans ce secteur.

Le programme télévisuel *Shamba Shape Up* (SSU) a été créé il y a cinq ans pour changer la manière dont l'agriculture est perçue dans le pays et présenter l'agriculture comme une opportunité commerciale. L'émission vise à donner aux agriculteurs et auditeurs les outils nécessaires pour améliorer leurs fermes (*shambas*). La série aborde des problématiques comme l'infertilité des sols, les mauvaises récoltes, la santé du bétail et la diversité alimentaire, ainsi que les techniques pour optimiser la valeur nutritionnelle des légumes.

Avec neuf séries produites, SSU a touché cinq millions de personnes au Kenya. La diffusion a récemment été élargie à la Tanzanie. L'équipe de SSU, qui comprend des experts comme des vétérinaires et des spécialistes des cultures, visite une exploitation différente chaque semaine. L'équipe de tournage passe généralement quatre jours avec chaque agriculteur, ce qui lui permet de recueillir l'avis d'experts et de mettre en place les nécessaires améliorations.

Aider les jeunes pour assurer la sécurité alimentaire

Gabriel Ingubu, un agriculteur de 28 ans du comté de Bungoma, s'est lancé dans l'horticulture



© THE MEDIAE COMPANY

après avoir regardé *Shamba Shape Up*. “Je ne connaissais rien à la culture de la tomate, mais après avoir regardé comment fonctionne une exploitation – de la sélection des semences à la récolte en passant par la préparation des sols et la lutte contre les maladies – je suis maintenant un fermier expérimenté”, s’enthousiasme-t-il. Sur sa parcelle de 0,2 hectare, Gabriel Ingubu plante des tomates, du chou kale et d’autres légumes-feuilles verts. Cela lui rapporte environ 10 000 KSh (88 €) par semaine, assez pour subvenir aux besoins de sa famille. Il économise aussi pour s’offrir une serre, avec laquelle il augmentera sa production, afin de fournir hôtels et restaurants autour de la ville de Bungoma.

Des jeunes d’Afrique de l’Est augmentent leur production en regardant des émissions de téléréalité sur l’agriculture.



Il importe, pour la sécurité alimentaire du Kenya, d’axer les efforts sur les jeunes agriculteurs, selon Patricia Gichinga, chef de production pour The Mediae Company, qui produit le programme. “Au Kenya, la moyenne d’âge des agriculteurs approche la soixantaine. Dans beaucoup d’exploitations, moins de la moitié des terres est cultivée en raison de l’âge des fermiers et de l’énergie qu’il faut investir. Ces agriculteurs ont aussi moins tendance à innover, changer de pratiques ou de comportement ou utiliser les TIC pour communiquer”, constate-t-elle. “Parallèlement, il y a énormément de jeunes pour lesquels l’accès à des terres cultivables est difficile car les parents hésitent à céder des parcelles à des enfants à cause des traditions ou conflits d’héritage”, poursuit Patricia Gichinga. “Grâce à SSU, nous touchons deux millions de ménages au Kenya et estimons qu’environ deux personnes par foyer regardent nos émissions. De plus, 34 % de ces auditeurs sont des jeunes de 18 à 30 ans [d’après les données de Geopoll]. En Tanzanie notre audience atteint trois millions de personnes.”

De nombreux agriculteurs ont obtenu des réponses à leurs questions en regardant l’émission grâce à un service d’information agricole reposant sur la téléphonie mobile appelé iShamba, développé aussi par The Mediae Company. iShamba fonctionne depuis 2015 et emploie 12 jeunes experts agronomes de l’Université Jomo Kenyatta, formés à la rédaction d’informations agricoles pour appareils mobiles. Le service compte actuellement 270 000 adhérents, dont 44 % de femmes.

Une nouvelle émission : “*Don’t Lose the Plot*”

Pour favoriser davantage l’engagement des jeunes dans des activités agricoles, l’équipe de production de SSU a lancé en mars 2017 une nouvelle émission de téléréalité appelée *Don’t Lose the Plot* (Ne perdez pas vos terres, ou Ne perdez pas les pédales). Financée par le programme Feed the Future de l’USAID, cette émission, conçue en collaboration avec Africa Lead, vise à encourager les jeunes à considérer l’agriculture comme un choix de carrière lucratif, tout en les informant sur la marche à suivre pour démarrer une agroentreprise et partager des informations agronomiques utiles. Dans le cadre du programme, diffusé au Kenya et en Tanzanie entre mai et juillet 2017, des parcelles de 0,4 hectare ont été proposées à quatre jeunes agriculteurs des deux pays, avec l’objectif d’en faire des fermes prospères et profitables en neuf mois. Le gagnant reçoit 8 960 € utilisables sur sa propre exploitation.

En Tanzanie, Winrose Kaya a gagné après avoir collaboré avec les experts de l’émission pour diviser sa parcelle en plusieurs parties. Elle a planté des cultures à maturité rapide – oignons, pommes de terre, coriandre, choux et épinards – et élevé 500 poulets. Après le concours, ses parents lui ont offert une parcelle de 0,5 ha, reconnaissant ses compétences agricoles et sa capacité à réaliser des bénéfices. L’émission a été regardée par 4,1 millions de jeunes dans les deux pays.

Pendant la diffusion de *Don’t Lose the Plot*, The Mediae Company a créé Budget Mkononi, un outil web interactif aidant les jeunes agriculteurs à calculer les coûts d’intrants pour une culture donnée et les bénéfices réalisables sur une courte période. Près de 25 000 jeunes utilisent actuellement cet outil pour démarrer des projets agricoles et en obtenir des bénéfices maximaux. “Au début, je n’ai pas réalisé que je pouvais changer les prix pour qu’ils correspondent à ma situation. Je trouve que l’outil est utile et qu’il m’aidera à planifier mes dépenses”, déclare Janet Oloo, l’une des jeunes bénéficiaires kényanes. Gregory Mutisya, lui aussi kényan, estime que le service de gestion budgétaire gratuit l’a beaucoup aidé à prendre des décisions éclairées, et lui a permis d’obtenir les bénéfices envisagés pour sa ferme maraîchère. ■

SÉNÉGAL

Les bonnes pratiques agricoles permettent de freiner la migration

En rendant le secteur agricole plus attractif pour les jeunes, un programme de soutien à la production de céréales locales permet d'améliorer les revenus des petits producteurs. Les candidats à l'émigration sont moins nombreux.

Matteo Maillard



© MATTEO MAILLARD

Avec un accès au matériel agricole, à des semences et des engrais certifiés, puis à un marché, les jeunes Sénégalais génèrent de meilleurs revenus et renoncent à émigrer.



Un métier au lieu d'émigrer. Au Sénégal, des jeunes vivant en zone rurale saisissent des opportunités dans des filières profitables et diversifiées, contribuant au renforcement de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la malnutrition des enfants ainsi que le départ en migration des jeunes adultes. Mis en place depuis 2011, le Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA) du Fonds international de développement agricole (FIDA) a pour objectif l'amélioration durable des moyens d'existence des familles vivant dans le bassin arachidier au centre du pays. Pour cela, les jeunes bénéficient d'un appui à la production et à la commercialisation des céréales locales tels le mil, le sorgho, le niébé.

“Notre objectif est d'assurer un revenu décent au producteur agricole, afin qu'il puisse soutenir le développement de son village plutôt que d'émigrer vers les villes ou à l'étranger, appauvrissant les campagnes”, explique Benoît Thierry, représentant régional Afrique de l'Ouest au FIDA. “Nous aidons à créer de l'emploi en fournissant un accès au matériel agricole, à des semences et des engrais certifiés, puis nous relions les paysans au marché afin de leur permettre d'écouler une production de qualité et d'en dégager des revenus dignes.”

Les 37 734 bénéficiaires ont décuplé leur production de céréales en cinq ans, assez pour couvrir les besoins alimentaires de 158 265 personnes.

Arrivé à terme en 2014, le succès du PAFA lui a valu une extension jusqu'en 2022. Dans les cinq filières du projet (mil, niébé, bissap, sésame, maïs), les résultats sont édifiants. De 3 131 tonnes en 2011, le programme a permis aux 37 734 bénéficiaires de décupler leur production de céréales en cinq ans, atteignant 33 687 tonnes en 2016. Une production capable de couvrir les besoins alimentaires de 158 265 personnes. La production comme la qualité du mil a même permis de conclure un contrat avec le géant Nestlé pour exporter 3 000 tonnes, entre 2014 et 2019, de cette céréale en Côte d'Ivoire, afin d'être transformée en Cerelac, une gamme d'aliments du nourrisson.

Pourtant, l'objectif prioritaire du PAFA reste d'aider les agriculteurs sénégalais à atteindre l'autosuffisance alimentaire dans les régions peu fertiles. Pour cela, il s'appuie sur le dynamisme des organisations paysannes locales en formant leurs membres aux bonnes pratiques agricoles et en renforçant leurs capacités organisationnelles. Dans la commune de Niarhar, au cœur du bassin arachidier sénégalais, à 144 km de la capitale Dakar, une association locale est devenue l'exemple de cette politique de transmission. Créée en 1989, l'association sportive et culturelle (ASC) Jamm Bugum (“je veux la paix”) a d'abord été une équipe de football avant de devenir une organisation agricole. “En 1998, nous nous sommes dit que nous devions être plus utiles à la société”, avance Mame Biram Sène, son président. “Nous avons décidé de nous investir dans le développement de notre communauté. Notre première action a été de reboiser des lieux publics”, afin entre autres d'offrir de l'ombre devant la mosquée et dans certaines rues.

En 2012, le PAFA leur a dispensé des formations pratiques : quel matériel utiliser, quels intrants et semences privilégier pour la performance en matière de production de céréales ? Comment organiser un marché rentable avec le surplus de production, comment transformer les céréales en plats nourrissants et les fruits en jus goûteux ? Ndèye Ndong, 30 ans, en a été l'une des bénéficiaires. “Auparavant, je n'utilisais pas d'engrais dans mon champ”, dit-elle. “Ici les sols sont très pauvres et les rendements étaient aléatoires. La formation m'a appris à organiser l'épandage de l'engrais, quand verser l'urée pour avoir des tiges plus touffues, des épis plus robustes.” Sur son terrain de deux hectares, elle parvient désormais à produire 1,5 tonne de mil par hectare contre 500 kilos avant le lancement du projet. Elle nourrit sa famille sans difficulté durant les mois de soudure. Au total, sa parcelle produit 2,5 tonnes d'excédent qu'elle vend au marché. “Ca me permet de faire d'autres activités comme du petit commerce et de couvrir les besoins en santé des enfants.”

En effet, produire de l'excédent, c'est se ménager du temps pour d'autres activités rémunératrices. Téning Ngom, 22 ans, l'a bien compris. Quand l'hivernage est terminé, l'argent récolté lui permet de vendre des jus frais aux élèves et aux travailleurs passant devant sa maison chaque matin. “J'ai aussi pu m'acheter une télévision, une radio et un frigo dans lesquels je garde au frais les jus à vendre”, témoigne-t-elle. Afin d'augmenter ses revenus, elle participe depuis quatre ans à un groupe de “Crédit revolving”. Ce système d'épargne et de crédit villageois réunit 25 membres qui mettent chacun de l'argent dans une caisse commune, laquelle sert à financer les achats des membres. Les intérêts sont ensuite partagés entre les autres membres. “Grâce à ce système, j'ai pu acheter dix moutons et dix chèvres”, poursuit Téning Ngom. “J'espère qu'à terme cela me permettra de transformer mon commerce de petit-déjeuner en vrai restaurant. Je veux arrêter de travailler au champ. Je veux passer de la fourche à la fourchette !” ›

› Sur les 1 005 membres de l'association Jamm Bugum, la moitié sont des hommes. Comme souvent dans ces villages pauvres, ce sont eux qui étaient envoyés en ville ou à l'étranger afin d'y trouver une activité plus nourrissante que ces terres peu fertiles. Les candidats à l'exode ou l'émigration sont nombreux. C'était le cas de Cheikh Diouf, 23 ans, cultivateur. "Avant l'arrivée du PAFA en 2012, j'avais prévu de partir en Espagne pour trouver du travail", dit-il. "Je voulais faire comme mes amis et, une fois en Europe, envoyer de l'argent à ma famille pour l'aider lors des périodes sèches. Le FIDA a réussi à me convaincre de rester pour cultiver la terre familiale. On vit bien désormais."

"Je prouverai à ceux qui veulent partir en migration qu'ils peuvent gagner plus grâce à l'agriculture locale que par un dangereux voyage vers l'Europe."

Certains jeunes ont même décidé de revenir à Niarhar après les études pour convaincre les jeunes de rester. À 28 ans, Pierre Diouf est en master de biologie à Dakar. Il a pu poursuivre ses études grâce aux gains du programme. "Après mes études, je reviendrai au village pour aider à mon tour d'autres jeunes", assure-t-il. "Je prouverai à ceux qui veulent partir en migration qu'ils peuvent gagner plus grâce à l'agriculture locale que par un dangereux voyage vers l'Europe."

Dans les années 1980-1990 déjà, la majorité des hommes majeurs partaient à Dakar en exode rural saisonnier durant la saison sèche. Jacques Diou a quitté Niarhar à 18 ans. Mais, dans la capitale, il est devenu docker, pauvre. "En ville, on ne te propose rien que la rue, alors je suis revenu au village." En appliquant les bonnes pratiques agricoles enseignées par le PAFA, sa production au champ a augmenté. Avec les revenus supplémentaires, il a pu installer un jardin maraîcher, où il fait pousser des mangues, des corossols, des oranges, des citrons, des dattes et du manioc pour tenir en période de soudure. Il a même une porcherie et un poulailler.

"Au Sénégal, pendant très longtemps, nous avons eu une agriculture de subsistance", explique Aliou Diouf, enseignant à Niarhar et membre de Jamm Bugum. "Le PAFA a changé nos mentalités. De la famine menaçante, nous sommes passés au commerce de nos denrées. Les paysans parlent désormais de rendements et cherchent à développer leur business." Signe du changement : pour la première fois, l'association ouvrira une boulangerie, en mai prochain. Elle vendra des pains réalisés à base de céréales locales.

Cet entrepreneuriat a valu à Jamm Bugum deux "Épis d'or", des prix offerts par le FIDA et récompensant l'association pour son innovation dans le domaine agricole. En 2016, Mame Mbaye Niang, le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne, a cité l'association en exemple : "Elle est en train de vivre l'émergence", a-t-il déclaré, en plaçant les réussites de l'association au regard du Plan Sénégal émergent (PSE) du président Macky Sall.

Outre Jamm Bugum, le PAFA soutient 44 autres associations de jeunes à travers le pays. Leur bilan global a permis à 82 % des bénéficiaires de ne plus subir les pénuries de la soudure. Quant à la malnutrition des enfants de moins de 5 ans, elle est passée de 30 % à 22 % entre 2011 et 2016. ■

Un plan national pour relancer l'agriculture

En 2014, le Sénégal a engagé un Plan d'action prioritaire dans le cadre du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (Pracas). Ce volet agricole du Plan Sénégal émergent (PSE) a pour objectif de relancer la croissance de ce secteur indispensable. Il doit devenir un moteur de la transformation économique du pays et réduire ainsi la pauvreté poussant des milliers de jeunes Sénégalais à la migration.
En effet, le Sénégal a une production agricole insuffisante, ce qui place les couches les plus vulnérables de la population – 47 % des Sénégalais sont pauvres – en situation d'insécurité alimentaire. Le revenu national brut est de 932 € par habitant et par an et l'espérance de vie ne dépasse pas 63 ans. Ces indicateurs placent le Sénégal à la 162e place sur 187 pays dans le classement 2016 en développement humain du Programme des Nations unies pour le développement.
Conséquence de ce sous-développement : selon le Parlement européen, en 2018, le Sénégal était le dixième pays en nombre de migrants illégaux venus en Europe par la mer. Selon une étude de l'*African Studies Review*, à partir des années 1980, la libéralisation de l'économie fut une raison majeure de la détérioration des conditions de vie des Sénégalais et un vecteur de la migration. La désertion des campagnes a conduit à une déstructuration et un affaiblissement de la filière agricole.
Aujourd'hui, le Pracas et le PAFA tentent de remédier à cette situation en modernisant les exploitations agricoles pour atteindre la sécurité nutritionnelle. Un des objectifs est de créer des synergies entre l'agriculture familiale, dominante au Sénégal, et l'agribusiness, tout en préservant l'environnement. Selon une récente étude du Programme sur les migrations entre l'Afrique et l'Europe (MAFE), près de la moitié des Sénégalais migrant en Europe envoient de l'argent à leur famille restée au village.
Afin de compenser les revenus insuffisants des familles restées au pays, l'agriculture doit s'organiser en filières commerciales structurées et devenir plus productive. En donnant un emploi dans les exploitations agricoles et des formations techniques et de l'équipement à plus de jeunes et de femmes, le Pracas ambitionne ainsi de remplacer l'envoi de devises depuis l'étranger par le retour à une agriculture locale et rentable.

SPORE

Agribusiness

APICULTURE

Les Îles Salomon redécouvrent le goût du miel

Après la destruction de son cheptel d'abeilles par un parasite dans les années 2000, l'archipel a relancé sa production de miel et envisage déjà d'exporter.

Vincent Defait

Les petits producteurs de miel des Îles Salomon – en particulier les femmes – bénéficient de nouveaux débouchés commerciaux grâce à des formations et à la distribution d'équipements d'apiculture. Depuis 2015, près de 700 ruches ont été distribuées aux agriculteurs et 140 d'entre eux ont été formés aux techniques apicoles – dont l'élevage de reines – et à la bonne gestion des affaires.

Soutenu par le programme de développement rural des Îles Salomon (RDP, Solomon Islands Rural Development Program), le Centre des petites entreprises des Îles Salomon (SISBEC, Solomon Islands Small Business Enterprise Center) a joué un rôle central dans la relance de l'apiculture de l'archipel.

En relançant leur production de miel, les Îles Salomon offrent de nouveaux débouchés commerciaux aux petits producteurs.

© ESZTER PAPP



D'après le ministère du Développement et de la Coordination de l'Aide, ce soutien a permis de générer des revenus moyens annuels de 13 000 dollars des Îles Salomon (SBD), soit 1 430 euros, par producteur. Entre 2016 et 2018, la production de miel est passée de presque rien à plus de 1 100 litres, vendus essentiellement dans le pays.

Dans les années 2000, les Îles Salomon produisaient suffisamment de miel pour envisager d'exporter une partie de leur production, fruit du travail de 2 000 apiculteurs avec 400 000 ruches. Hélas, l'introduction d'abeilles asiatiques porteuses de la mite varroa avait anéanti le secteur.

Près de quinze ans plus tard, l'apiculture redevient un secteur d'avenir pour cet archipel du Pacifique, laissant entrevoir des opportunités commerciales prometteuses.

"La plupart des producteurs vendent leur production à un intermédiaire qui le conditionne et le vend à des grossistes en ville", explique Rodney Suibaea, membre du SISBEC. Principal intermédiaire du secteur, le SISBEC garantit un débouché aux petits producteurs en leur rachetant leur miel entre 40 et 50 SBD (entre 4,4 et 5,5 €) pour 350 millilitres. "Pour le moment, la production de miel tourne autour de 4-5 tonnes par an et ne suffit pas pour répondre à la demande locale", poursuit Rodney Suibaea. Malgré tout, le SISBEC anticipe une production de 10 à 15 tonnes d'ici 2020-2022. "Le miel pourra alors être exporté. Nous avons fait des tests et il y a un marché en Nouvelle-Zélande pour le miel des Îles Salomon." Par ailleurs, ce miel est très apprécié au Japon.

"Le SISBEC va bientôt enregistrer tous les apiculteurs au sein du programme Australia New Zealand Bank GoMoney (une banque en ligne gérée avec une appli), ce qui va lui permettre d'acheter le miel aux producteurs à travers leurs comptes GoMoney. Le SISBEC va aussi mettre en place des lieux d'achat près des producteurs qui n'ont pas accès à des commerçants", affirme Gabriel Hiele, manager du volet agriculture du RDP.

700

ruches ont été distribuées dans quatre régions.

10 à 15 t

de miel pourraient être produites par l'archipel d'ici 2020-2022.

Les progrès les plus spectaculaires ont été réalisés par l'organisation Gizo Women in Business, qui réunit près de 300 agricultrices de l'île Gizo. Parmi elles, Janet Beri gagne désormais entre 42 800 et 48 150 SBD (entre 4 700 et 5 300 €) par an grâce à la vente de son miel. "Mon mari et moi sommes des villageois qui travaillent leur potager pour survivre", raconte cette productrice, qui possède 10 ruches. "Maintenant, nous pouvons vendre du miel et répondre à nos besoins. Nous pouvons aisément payer les frais de scolarité au début de chaque semestre et envoyer notre fils, qui a quitté l'école il y a longtemps, suivre une formation sur le commerce dans un centre de formation professionnelle." ■

BIO-INNOVATION

Le Zimbabwe commercialise ses plantes autochtones

Un organisme de recherche zimbabwéen identifie des espèces végétales locales sous-exploitées pour les transformer en produits alimentaires et cosmétiques.

Tonderayi Mukeredzi

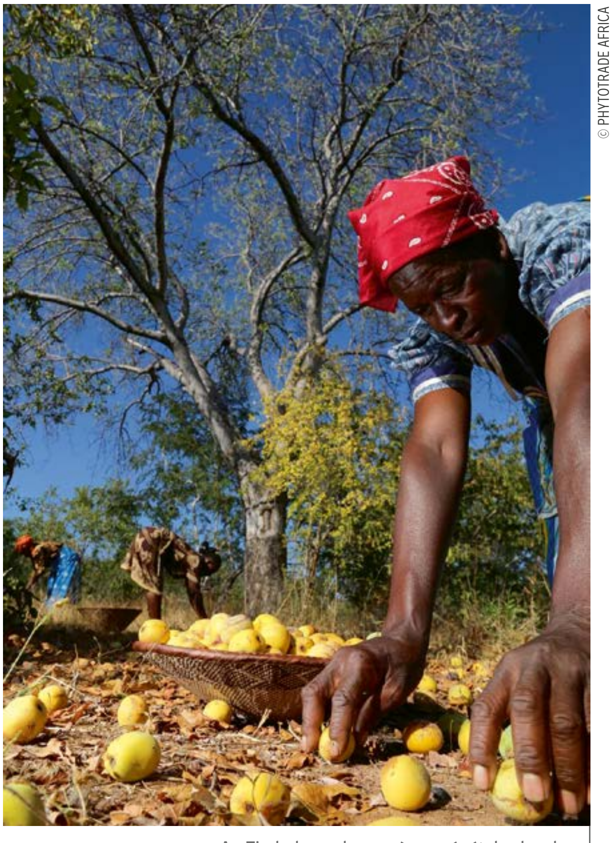
Plus de 4 000 petits agriculteurs des zones arides du Zimbabwe tirent des revenus de la vente de plantes autochtones sous-exploitées. En récoltant, en transformant et en conditionnant 15 espèces végétales comestibles et non comestibles, les agriculteurs locaux – en majorité des femmes – bénéficient d'opportunités d'emploi auprès de Bio-Innovation Zimbabwe (BIZ). Ce centre de recherche à but non lucratif achète leur récolte de plantes sauvages pour les transformer en produits alimentaires et cosmétiques, vendus sur les marchés locaux et internationaux.

Le Zimbabwe abrite de nombreuses espèces végétales résistantes à la sécheresse et possédant de grandes capacités d'adaptation. Le baobab, par exemple, est une espèce d'arbre robuste qui pousse dans des régions très arides du pays et qui est utilisé dans plusieurs produits phares de BIZ, tels que la poudre de baobab, la confiture et de l'huile pour les cheveux. “En 2012, un an après avoir commencé à récolter des baobabs, j'ai pu acheter une pompe à eau, que j'utilise dans mon jardin pour arroser les plants de maïs, de haricots et d'autres légumes que je vends à la communauté”, explique Marcia Matsika, une mère de six enfants originaire de la province du Manicaland. “Ces cultures maraîchères me permettent de gagner 300 dollars RTGS (50 €) supplémentaires par mois.”

“Nous transformons entre 12 et 15 espèces différentes”, indique Gus Le Breton, CEO de BIZ. “À travers notre autre société, B'Ayoba, nous avons dispensé des formations, sous-traité des activités et accordé une certification biologique à 4 500 producteurs de baobab... Si l'on tient compte du fait que le ménage moyen au Zimbabwe se compose de cinq personnes, cela concerne 20 000 personnes, et ce pour une seule variété de plante !” BIZ transforme également d'autres espèces végétales autochtones, comme les pois bambara, l'arbre marula, les noix mongongo (arbre *manketti*), la plante de la résurrection, l'oseille de Guinée, l'arbre à saucisses (*kigelia*), les melons sauvages et le ximenia.

Selon Gus Le Breton, les cueilleurs gagnent environ 90 € par saison grâce à la vente des fruits du baobab. “Ce n'est pas beaucoup d'argent, mais c'est tout de même la plus grande source de revenus dans les zones arides et pauvres, où les opportunités économiques sont rares. Parmi les 4 000 travailleurs qui se chargent de ces récoles, les 150 ouvriers que nous employons dans nos centres de transformation gagnent entre 500 et 1 000 dollars US (soit entre 445 et 890 €) [par saison], ce qui représente des revenus importants.”

BIZ vend la plupart de ses produits sur les marchés américains et européens, où la poudre de baobab coûte 10 € par kilo environ et les huiles de graines hydratantes 25 €/kg, mais les ventes locales peinent à décoller à cause de l'image négative des ressources indigènes. “Le principal obstacle qui entrave le développement de cette industrie à l'échelle locale est l'absence de marché, mais le marché international va se développer”, estime Gus Le Breton.



© PHYTOTRADE AFRICA

Au Zimbabwe, des espèces végétales locales sous-exploitées, comme le baobab, sont transformées en produits alimentaires et cosmétiques commercialisables.

KITS PRÉINCUBÉS

Au Congo-Brazzaville, des champignons toute l'année

Afin de répondre à la forte demande nationale en champignons, une entreprise d'agribusiness a développé des kits de production faciles d'utilisation et vendus à des prix abordables.

Marien Nzikou-Massala

En République du Congo, il est désormais possible de cultiver et de consommer ses propres champignons toute l'année. L'entreprise Bio-Tech Congo, fondée en 2015 par l'ingénieur Tsengué-Tsengué, fabrique et commercialise des kits de culture préincubés capables de produire jusqu'à 3 kg de champignons frais pendant trois mois. Communément appelés mayebo en langue lingala et très appréciés des Congolais, ces pleurotes sont désormais disponibles toute l'année.

10 800

kits préincubés de champignons ont été produits en 2018.

3 kg

C'est la quantité de pleurotes obtenue avec un kit.

Lancée avec un capital de moins de 500 000 FCFA (environ 763 €), l'entreprise Bio-tech Congo emploie cinq personnes à temps plein pour produire chaque jour près de 30 kits, soit 10 800 kits en 2018. Chaque kit est composé de sacs en mailles légères dans lesquels est placé du compost fait à partir de copeaux de bois récoltés dans les menuiseries de la ville, broyés, puis mélangés avec du son de blé et du maïs broyé. Les sachets de substrat sont pasteurisés, de façon à détruire les micro-organismes qui pourraient entraver la croissance des champignons.



© MARIEN NZIKOU-MASSALA

Les kits préincubés de Bio-Tech Congo permettent de produire jusqu'à 3 kg de pleurotes pendants trois mois, toute l'année.

Enfin, les sachets sont ensemencés avec des semences produites dans l'usine de l'entreprise, à Brazzaville.

"La production d'un kit nous coûte moins de 5 000 FCFA [7,60 €]", explique Tsengué-Tsengué. Les champignons produits par Bio-Tech Congo sont vendus aux grandes surfaces et épiceries des grandes villes du Congo – Brazzaville, Pointe-Noire, Owando et Makoua – et les particuliers peuvent acheter auprès de l'entreprise des kits préincubés à 9 000 FCFA (13,70 €).

La demande est forte, confirme Anna Dyemo, une cliente régulière : "J'étais surprise de trouver ces champignons dans le supermarché Casino. Comme mon mari en raffole, je me suis rendue au siège de Bio-Tech Congo pour acheter un kit." Ensuite, rien de plus simple, explique-t-elle : son kit a été suspendu à l'ombre, afin d'éviter que les champignons et le substrat ne sèchent au soleil. En l'arrosant deux à trois par fois par jour, Anna Dyemo a vite obtenu ses premiers champignons, consommés généralement avec du poisson, de la viande ou de la *mouambe*, une sauce à base de noix de palme. Anna Dyemo explique ainsi ne plus avoir à se rendre au supermarché et avoir réalisé des économies. Par ailleurs, le pleurote est une très bonne source de vitamines B (notamment les vitamines B1, B2, B3, B6 et B9).

Les kits de Bio-Tech Congo font aussi des émules en République démocratique du Congo. L'entreprise exporte chaque mois plus de 500 kits vers la capitale Kinshasa, sur l'autre rive du fleuve Congo. Afin de faciliter l'approvisionnement de cette ville de 12 millions d'habitants, un partenariat a été signé entre Bio-Tech Congo et l'Institut supérieur de techniques appliquées de Kinshasa afin de former des étudiants à la culture des champignons.

Tsengué-Tsengué prévoit aussi de pénétrer le marché du voisin gabonais : trois étudiants suivent depuis le mois de mars une formation à distance par vidéoconférence sur la culture des champignons, pour un prix de 300 000 FCFA (458 €). L'objectif est de rendre disponibles à tous les consommateurs ces champignons tant appréciés. ■

CARTOGRAPHIE

À Madagascar, une approche zonale pour stimuler la filière bio

Le développement de zones destinées uniquement à l'agriculture biologique permet de stimuler la filière et de générer de meilleurs revenus pour les petits agriculteurs.

Mamy Andriatiana

À Madagascar, une cartographie des terres consacrées à l'agriculture biologique permet d'identifier les zones à soutenir en priorité, en offrant des conseils et appuis techniques, un approvisionnement en semences bio et une assistance à la certification bio des agriculteurs. Une zone qualifiée de bio – les producteurs répondent aux exigences de l'Agriculture biologique et des spécificités malgaches – sert de base de départ pour étendre et développer les pratiques agricoles bio. Élaborée par le Syndicat malgache de l'agriculture biologique (Symabio), cette approche est développée par plusieurs exploitants, dont les entreprises de transformation agricole Lecofruit, l'huilerie de palme Melville, Jacarandas (épices et huiles essentielles) ou encore Sahanala (gingembre, vanille, noix de cajou…).

Alors que 36 000 hectares étaient consacrés au bio en 2011, la surface dévolue à ce type d'agriculture a atteint les 121 000 hectares en 2018 sur l'île. De plus, en 2012, les exportations de produits issus de l'agriculture bio ont atteint une valeur de 84 millions d'euros en 2018, contre 22 millions d'euros en 2012. L'agriculture biologique est plus rentable pour les petits producteurs, du fait de coûts de production et de distribution moins élevés et de prix de vente plus intéressants que pour l'agriculture conventionnelle. "Je n'ai plus besoin d'acheter d'intrants et d'engrais chimiques chers, le compost nous suffit. Et le prix d'un produit bio est beaucoup plus élevé que celui du conventionnel", confirme Tendry Botomazava, un planteur de canne à sucre bio, dans l'est du pays.

À Madagascar, la surface des terres consacrées à l'agriculture bio a plus que triplé depuis 2011.



© FAO

Selon Gaëtan Etancelin, directeur de l'huilerie Melville qui produit 1 000 tonnes d'huile bio par an, dont 85 % sont exportés, "il y a moins de risque pour les paysans dans l'exploitation bio. Ils ont un contrat, lequel garantit le débouché et le prix de la vente. À moyen et long terme, comme leur terre n'a subi aucun traitement chimique, ils ne risquent pas de l'appauvrir. Au contraire, le traitement naturel enrichit leur terre".

Parmi les obstacles au développement de l'agriculture bio à Madagascar figure le coût de la certification : au moins 8 millions d'ariarys (2 000 €). Le Symabio essaie donc d'obtenir des certifications au nom de coopératives. Par ailleurs, certains facteurs extérieurs compliquent l'adoption de pratiques agricoles bio, comme l'indispensable utilisation de produits toxiques dans la lutte contre l'invasion de criquets dans le Sud du pays, qui risque de contaminer des millions d'hectares de cultures.

Créé en 2011 et composé de 40 membres certifiés bio (entreprises, coopératives agricole, associations paysannes…), le Symabio a défini avec le ministère de l'Agriculture le cadre réglementaire national de l'agriculture bio, et travaille avec le gouvernement à l'élaboration d'un Plan national stratégique phytosanitaire intégrant les exigences de l'agriculture biologique. Alors que Madagascar est déjà numéro un mondial dans les filières biologiques de la vanille, de la crevette et de l'huile de palme, un avant-projet de la loi sur l'agriculture bio devrait étendre ces pratiques agricoles au-delà des 35 000 petits producteurs bio de l'île. ■

RÉDUIRE LES RISQUES

Des technologies pour protéger les denrées agricoles

En se consacrant à la protection et au suivi des denrées, les entreprises de technologie aident à réduire les risques liés à l'octroi de prêts aux agriculteurs.

Helen Castell

Approvisionnement énergétique coûteux et irrégulier, manque d'installations de stockage, mauvais état des routes et méthodes de transport inadaptées... Pour les petits agriculteurs des zones rurales, acheminer leurs produits alimentaires jusqu'aux marchés et en obtenir un prix équitable est un parcours semé d'embûches. Résultat, leurs denrées périssables perdent de leur valeur avant d'arriver chez les transformateurs ou d'autres acheteurs. De plus, les difficultés pour suivre et enregistrer la position géographique, la qualité, le volume et le prix des produits permettent aux intermédiaires peu scrupuleux d'escroquer les producteurs. De nombreux agriculteurs se trouvent ainsi piégés dans une logique de subsistance, qui sape la confiance des prêteurs dans leur capacité à rembourser leurs emprunts.

Refroidissement pendant le transport

Même quand les produits parviennent jusqu'aux acheteurs sans encombre, le caractère informel de la plupart des échanges empêche également les agriculteurs de tenir des registres des opérations fiables. Pourtant, ce type de registre leur permettrait de repérer les problèmes ou les possibilités de développement de leurs activités, mais aussi de prouver aux prêteurs qu'ils présentent un risque acceptable.

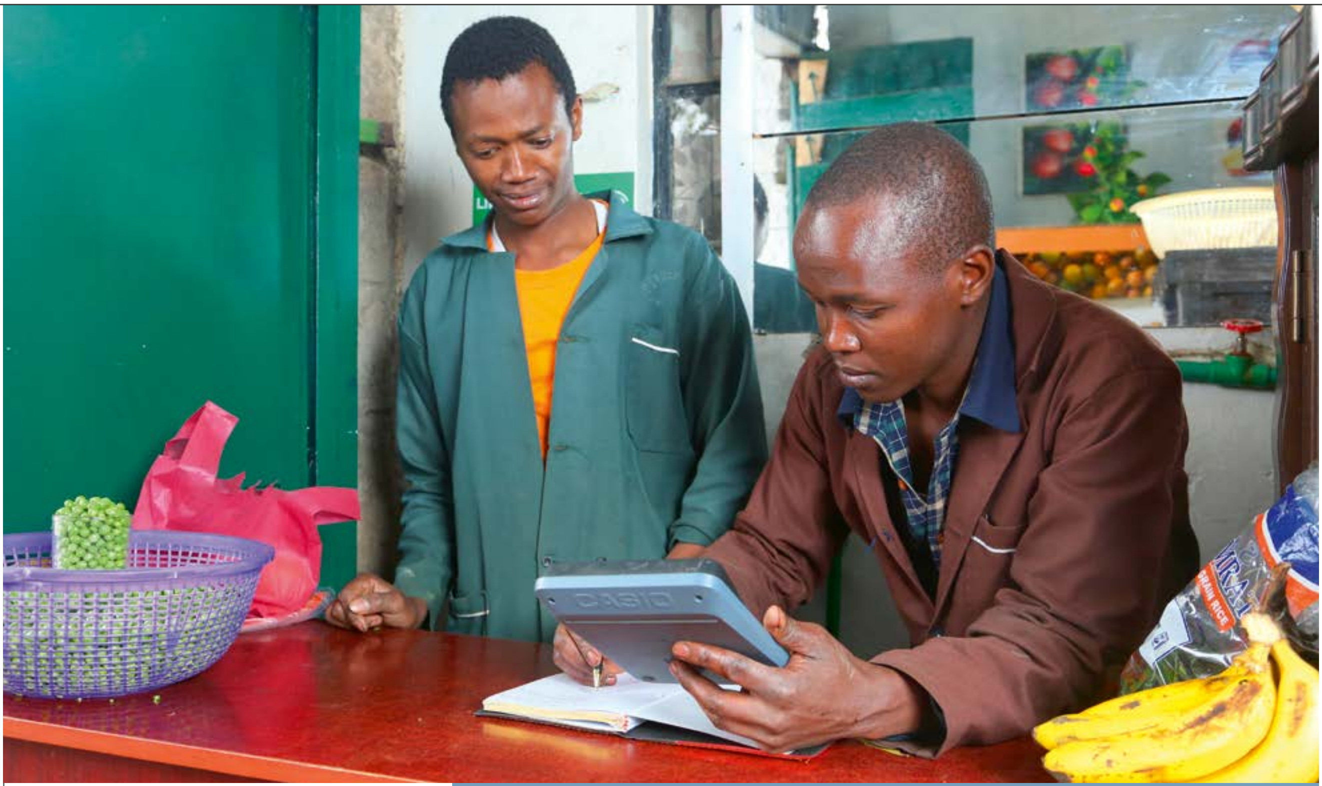
En un an et demi, l'entrepris Savanna Circuit a contribué à supprimer bon nombre de ces obstacles pour plus de 800 petits producteurs laitiers regroupés dans six coopératives laitières au Kenya. Grâce à son application et son système MaziwaPlus de "refroidissement pendant le transport" alimenté à l'énergie solaire, ces producteurs ont connu une hausse de leurs profits et peuvent désormais tenir des registres des opérations fiables. Plusieurs producteurs laitiers se sont vus accorder des prêts, qu'ils ont utilisés pour développer leur entreprise ou acheter des intrants, explique Emmastella Gakuo, cofondatrice de Savanna Circuit.

Dans le système MaziwaPlus, le lait des petits producteurs est acheminé à moto jusqu'à leur coopérative dans des cuves en aluminium conçues et raccordées à des panneaux solaires. Ces cuves permettent de conserver le lait à une température de 5 °C environ pendant le trajet, avant qu'il soit réfrigéré à 3 °C à la coopérative. Le lait est également pesé et soumis à un test de pH lors de la collecte. Ces données sont automatiquement enregistrées dans l'application MaziwaPlus. Le producteur reçoit ensuite sur son téléphone portable un reçu électronique mentionnant le prix convenu – moins une commission partagée entre le producteur et la coopérative – quand le lait est vendu à un transformateur. Ce système électronique fournit aux producteurs un registre de production et un compte de résultat quotidien. Autant d'informations requises par les prêteurs pour calculer le score de crédit et, dans certains cas, la garantie.

Savanna Circuit a également organisé une seconde tournée de collecte du lait en soirée. Combinée à la diminution des pertes dues au déversement ou à l'altération du lait, cette collecte supplémentaire a aidé les agriculteurs à faire passer leurs revenus moyens d'environ 71 € par mois en octobre 2017 à 134 € par mois aujourd'hui.

Logistique B2B

Lancée en 2014, la plateforme logistique business-to-business (B2B) Twiga Foods intensifie ses activités visant à faciliter l'accès au crédit pour les agriculteurs et les vendeurs de denrées alimentaires au Kenya. Cette entreprise met en relation plus de 8 000 agriculteurs avec des vendeurs en facilitant la gestion de la récolte à la livraison finale aux commerçants, en passant par l'entreposage centralisé dans des installations de refroidissement et de mûrissement



© EATRADEHUB

La technologie blockchain sert à accélérer les demandes de prêts des propriétaires de kiosques de restauration au Kenya.

De la subsistance à la création d'entreprise

Andrew Mwok, un producteur laitier dans l'ouest du Kenya, a pu obtenir un crédit pour la première fois grâce au registre des opérations de MaziwaPlus. En mars 2018, il a contracté auprès de sa coopérative locale un emprunt d'un montant de 100 000 KSH (887 €) – aujourd'hui remboursé – avec lequel il a acheté quatre vaches laitières, doublant ainsi la taille de son cheptel. Quelques mois plus tard, il a obtenu un autre emprunt de 320 000 KSH (2 837 €), par l'intermédiaire d'un programme subventionné par l'État, avec un taux d'intérêt de 10 % environ. L'éleveur a investi ce deuxième prêt pour créer une unité laitière, en achetant aussi de l'équipement et du fourrage. Il espère pouvoir emprunter cette somme plus importante auprès d'une banque commerciale d'ici mi-2019 pour couvrir ses activités laitières et développer davantage sa production.
Andrew Mwok, pour qui la production laitière était une activité de subsistance, explique que ses livraisons quotidiennes de lait sont passées de 50 litres à 170 litres et que sa ferme est désormais gérée comme une entreprise.

ultramodernes. Twiga Foods joue le rôle de grossiste et de fournisseur de services logistiques et offre ainsi aux agriculteurs un marché garanti pour leurs produits, ainsi qu'un mécanisme de fixation des prix transparent et des conseils agricoles. Toutes les transactions sont enregistrées par voie électronique, ce qui permet aux prêteurs de se faire une idée de la solvabilité de chaque agriculteur ou vendeur.

Twiga Foods propose des prêts sans intérêt pour l'acquisition d'intrants à des exploitations agricoles de taille moyenne et voudrait offrir ce service à plus grande échelle en nouant des partenariats avec des prêteurs qui leur proposeraient des prêts commerciaux à faible taux d'intérêt. L'entreprise collabore avec la Société financière internationale (SFI) et une banque commerciale en vue de lancer des prêts sur 18 mois destinés à couvrir (en partie) les coûts de 45 000 à 62 000 € nécessaires pour établir des exploitations agricoles de taille moyenne – dont Twiga Foods garantirait les ventes. Twiga Foods étant disposée à s'engager par contrat à acheter la production de ces exploitations à prix fixes jusqu'à plusieurs années à l'avance, elle assure une excellente prévisibilité de sa demande quotidienne, ce qui signifie que les prêteurs peuvent être optimistes quant au remboursement de leurs prêts, selon Grant Brooke, cofondateur et directeur exécutif de l'entreprise.

Du côté des vendeurs, Twiga Foods s'est associée avec IBM Research en 2018 pour proposer des prêts pour fonds de roulement basés sur la technologie blockchain à 220 propriétaires de kiosques de restauration au Kenya, dans le cadre d'un projet pilote de huit semaines. IBM a utilisé des algorithmes d'apprentissage automatique pour analyser les registres des achats provenant des appareils mobiles des vendeurs et créer ainsi un score de crédit *de facto*. La technologie blockchain a ensuite été employée pour accélérer la procédure de demande de prêt et de décaissement en toute sécurité. Twiga Foods affirme que les bénéficiaires des prêts sur 4 à 8 jours – surtout des prêts d'un montant de 25 à 30 € environ avec un taux d'intérêt de 1 à 2 %, qui ont servi à acheter du stock – ont pu accroître le volume de leurs commandes de produits de 30 % et leurs profits de 6 % en moyenne. En novembre 2018, Twiga Foods a levé des fonds pour près de 9 millions d'euros auprès d'investisseurs sous la direction de la SFI, et prévoit de s'étendre en Afrique de l'Est. ■

COMMERCE ÉQUITABLE

Une bonne affaire pour les agricultrices ?

Dans les filières du café et du cacao, de plus en plus d'entreprises adoptent le label "Fairtrade" – ou des modèles commerciaux similaires – afin d'améliorer les conditions sociales et les revenus des producteurs. Les agricultrices en profitent-elles ?

Sophie Reeve

Depuis la chute mondiale d'un tiers des prix du cacao en 2016/2017, un cultivateur lambda d'Afrique de l'Ouest ne touche plus que 6 % de la valeur du produit final et doit vivre avec 0,85 € par jour, selon la Fairtrade Foundation. La situation est pire pour les agricultrices, qui assurent la majeure partie du travail mais possèdent rarement la terre qu'elles cultivent, ont moins de droits et reçoivent donc une part encore plus petite des bénéfices.

Plus lucratifs, les processus de transformation du café se déroulent aussi en dehors des pays producteurs d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique subsaharienne. Certaines multinationales européennes et américaines de l'alimentation touchent 40 % de la valeur de chaque tasse de café, tandis que 25 millions de familles de producteurs se partagent 12 % seulement. Dans ce contexte, comment accroître les revenus des producteurs de cacao et de café, et prendre en compte les droits des agricultrices ?

Investir dans les coopératives de cacao

La principale entreprise internationale de chocolat équitable, Divine Chocolate, appartient à 44 % à la coopérative ghanéenne de producteurs de cacao Kuapa Kokoo, dont plus d'un tiers des 85 000 membres sont des femmes. Divine Chocolate consacre 2 % de son chiffre d'affaires à des programmes de microfinance pour renforcer les capacités des agricultrices. Les femmes sont ainsi plus à même de signer des contrats de travail, de négocier les prix et d'enregistrer des transactions. "Il est particulièrement important que les femmes profitent des avantages de s'organiser en coopérative et puissent suivre des formations pour renforcer leurs compétences, notamment en matière de culture du cacao, afin de gagner un revenu plus élevé et de pouvoir l'économiser et l'utiliser judicieusement", affirme Fatima Ali, présidente de Kuapa Kokoo.

En septembre 2018, Divine Chocolate a lancé, en Scandinavie, une nouvelle gamme de barres de chocolat noir de haute qualité. Celles-ci sont fabriquées à partir de fèves de cacao de São Tomé, où l'entreprise collabore avec la coopérative CECAQ-11, dont les 1 135 membres – 393 femmes – touchent la prime Fairtrade de 176 € en plus du prix du marché par tonne. Le nouvel accord "contribuera à redynamiser l'industrie du cacao grâce à des relations à long terme et un accès au marché pour les cultivateurs de cacao", veut croire le directeur de CECAQ-11, Adalberto Luis.

En Côte d'Ivoire, la coopérative de producteurs de cacao CAYAT – certifiée "commerce équitable" – produit plus de 8 000 tonnes de cacao chaque année et en vend une partie à de grandes marques de chocolat équitable, comme KitKat. Sous l'égide de l'agricultrice Awa

© JEROEN VAN LOON



Grâce à des modèles de commerce équitable, les caféicultrices d'Afrique ont accès à des marchés éthiques et des revenus durables.



© NEIL PALMER/CIAT

D'après la Fondation Fairtrade, les petits producteurs de cacao d'Afrique de l'Ouest vivent avec 0,85 € par jour.

Bamba et grâce à la prime Fairtrade, de nombreuses femmes ont pu monter leur propre entreprise de culture de fruits ou de légumes et générer ainsi des revenus supplémentaires. Awa Bamba encourage aussi la diversification, à travers l'élevage de volailles et la production d'œufs. Cela permet aux femmes de gagner en moyenne 25 000 francs CFA (38 €) de plus par mois, compense la volatilité des prix du cacao et garantit un revenu entre les récoltes.

Café de spécialité

Pour assurer des moyens de subsistance durables aux communautés de caféiculteurs du Kenya et de Tanzanie, Vava Angweny a fondé Vava Coffee à Nairobi (Kenya) en 2009. L'entreprise est désormais mondialement reconnue pour ses cafés de qualité supérieure, ainsi que pour son impact social.

Vava Coffee rémunère ses fournisseurs de fèves de café – 30 000 petits exploitants – davantage que le prix du marché, faisant ainsi passer les revenus qu'ils tirent du café de 222 € à 338 € par an. En associant directement les petits producteurs aux marchés demandeurs de traçabilité et d'éthique, ce modèle offre aux agriculteurs des moyens de subsistance durables. Vava Coffee exporte vers des acheteurs européens et américains, et a récemment développé un service de vente directe aux consommateurs, qui permet de vendre de plus petites quantités. En 2018, Vava Angwenyi a lancé la première gamme de café certifié "commerce équitable" de l'entreprise. Ce café est produit par les membres de deux coopératives de caféicultrices à Wangumape Microlot et Geoglad Estate, dans la vallée du Rift.

En 2017, Elizabeth Nalugemwa a fondé son entreprise sociale Kyaffe Farmers Coffee dans le district de Mpigi, en Ouganda. "Nous achetons notre café à 50 coopératives composées de 1 500 agriculteurs de deux régions productrices du pays et leur offrons un prix équitable", explique Elizabeth Nalugemwa. L'entreprise forme les femmes à la culture de café de haute qualité et biologique, qu'elles transforment en produit fini, de marque, et vendent au consommateur final dans des foires commerciales, lors d'événements et sur des marchés locaux. Le fait de vendre directement aux acheteurs permet aux producteurs d'augmenter leurs marges. Selon Elizabeth Nalugemwa, l'éducation et la formation agricole sont essentielles pour que les petites exploitantes puissent utiliser efficacement leurs ressources et bénéficier de revenus durables et plus élevés sur le long terme. ■

> Certaines multinationales de l'alimentation touchent 40 % de la valeur de chaque tasse de café, tandis que 25 millions de familles de producteurs se partagent 12 % seulement.

OLAWALE ROTIMI OPEYEMI

"Il faut redoubler d'efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire"

Olawale Rotimi Opeyemi est le fondateur et PDG de JR Farms, une agroentreprise dont l'objectif est de transformer l'agriculture africaine à travers la création d'emplois dans le secteur et la valorisation des cultures de base du continent.

Emmanuel Maduka

Reconnu dans le secteur agricole africain, Olawale Rotimi a fondé et cofondé plusieurs partenariats et initiatives sur le continent, en particulier au Nigeria, son pays d'origine. Pour *Spore*, le PDG de l'agroentreprise JR Farms explique la nécessaire implication des chefs d'entreprise dans les objectifs de développement durable (ODD).

En Afrique, quelles sont les principales opportunités offertes aux jeunes par la numérisation de l'agriculture ?

Les technologies recèlent un énorme potentiel pour le secteur agricole. Les jeunes peuvent se servir des réseaux sociaux pour, par exemple, commercialiser leurs produits dans le monde entier. D'autres plateformes, telles que celles compatibles avec l'USSD, permettent d'entrer en contact avec des acheteurs autrement qu'avec un smartphone.

Les drones rendent ainsi l'épandage d'engrais et de pesticides bien plus rapide et moins coûteux.



© EMMANUEL MADUKA

Olawale Rotimi Opeyemi explique le rôle que les jeunes peuvent jouer dans l'agriculture et l'agribussiness en matière d'innovation.

Les jeunes peuvent donc se servir de la numérisation pour répondre aux enjeux majeurs du secteur agricole, mais ils devraient innover davantage pour créer des solutions plus axées sur les technologies.

Vous collaborez avec l'organisation internationale du travail (OIT) pour promouvoir l'emploi des jeunes en Afrique. Comment votre entreprise aide-t-elle les jeunes à trouver un emploi de qualité dans l'agriculture ?

L'OIT déploie de nombreux efforts pour créer des emplois décents pour les jeunes. Elle a notamment créé la Rural Development Academy en Égypte, afin de rassembler les parties prenantes, les



L'entreprise JR Farms transforme du café produit par plus de 4 000 agriculteurs rwandais à destination des marchés internationaux.

"En tant que chefs d'entreprise, nous sommes en mesure de rassembler les gens pour faire pression sur le gouvernement et influencer les politiques."

ministres et le secteur privé du continent africain et de les former à la création d'emplois dans les zones rurales.

Nous collaborons également avec l'entité publique Lagos State Employment Trust Fund dans le domaine du renforcement des capacités et de la création d'emplois. À travers ce partenariat, qui a permis d'ajouter l'agriculture aux domaines d'action du gouvernement nigérian en faveur de l'autonomisation des jeunes, JR Farms offre une formation sur la production agricole et des opportunités d'emploi dans notre entreprise ou les organisations affiliées.

Vous travaillez avec le gouvernement rwandais pour améliorer les moyens de subsistance des producteurs de café. En quoi ce partenariat public-privé a-t-il rendu votre action plus efficace ?

Le gouvernement rwandais nous fait bénéficier d'une plateforme sur laquelle nous pouvons travailler avec plus de 4 000 caféiculteurs pour torréfier, conditionner et exporter nos produits du Rwanda vers la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Japon, le Nigeria et les États-Unis, entre autres. Nous sommes la première entreprise africaine à avoir développé ce genre de partenariat avec le gouvernement rwandais et avons ainsi réalisé l'une des plus grandes avancées pour le secteur – ce qui nous permet d'avoir une incidence sur les moyens de subsistance des agriculteurs à travers la promotion de produits africains.

" Les jeunes peuvent se servir de la numérisation pour répondre aux enjeux majeurs du secteur agricole."

Quelles sont les actions menées par JR Farms pour atteindre les ODD et promouvoir des systèmes alimentaires durables ?

Au fil des ans, nous nous sommes engagés en faveur des ODD liés à la sécurité alimentaire, la "faim zéro" et la création d'emplois décents pour les jeunes sur tout le continent. Le programme *Inmates Farming Schemes with Nigeria Prisons*, que nous avons développé pour former les détenus aux pratiques agricoles, est l'une des initiatives qui illustrent notre engagement. Ce programme permet aux détenus d'acquérir de nouvelles compétences et de manger des repas sains préparés à partir des aliments qu'ils produisent.

En outre, nous produisons au moins 35 tonnes de manioc par mois pour le marché local. Nous soutenons les agriculteurs en achetant leurs produits à de très bons prix, tout en employant des jeunes pour transformer les récoltes en gari. Nous avons développé une initiative similaire au Rwanda, ainsi qu'en Côte d'Ivoire avec du cacao. Nous contribuons donc à la résolution de problèmes tels que les difficultés d'accès aux marchés, les pertes post-récolte et les mauvaises conditions de vie des agriculteurs.

Pourquoi est-il important que les chefs d'entreprise redoublent d'efforts pour relever des défis majeurs comme le changement climatique et l'insécurité alimentaire ?

J'ai commencé à constater la réalité du changement climatique en 2018, lorsque les pluies se sont arrêtées très tôt au Nigeria. Les précipitations qui sont ensuite tombées étaient imprévisibles et insuffisantes pour assurer la croissance des cultures. L'alimentation, c'est la vie. Nous devons donc impérativement redoubler d'efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire, en particulier en Afrique, où tant de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour et ne peuvent se permettre de perdre leurs récoltes.

En tant que chefs d'entreprise, nous sommes en mesure de rassembler les gens pour faire pression sur le gouvernement et influencer les politiques, afin de faciliter l'accès à des denrées alimentaires à des prix abordables et de promouvoir plus de mesures d'atténuation du changement climatique sur le continent. ■

LEONARD MIZZI

"Les systèmes alimentaires doivent devenir une priorité politique"

Chef d'unité au sein de la direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne, Leonard Mizzi revient sur le dernier rapport mondial sur les crises alimentaires, publié en avril 2019.

Susanna Cartmell-Thorp



© FAO

Leonard Mizzi analyse les facteurs de crises alimentaires et les actions requises pour y remédier.

Depuis trois ans, le rapport mondial sur les crises alimentaires montre que plus de 100 millions de personnes souffrent de la faim chaque année. Comment est-ce possible à notre époque ?

Les crises alimentaires ne sont pas une nouveauté, mais elles continuent à se produire, et ce pour de nombreuses raisons. Un aspect inédit est la complexité des multiples facteurs de fragilité qui contribuent aux crises alimentaires : le changement climatique constitue une cause majeure, mais il y a aussi l'évolution démographique, les conflits, la pauvreté, les inégalités, les pressions migratoires, ainsi que les pressions qui s'exercent aux points de tension entre zones rurales et urbaines. La crise alimentaire ne représente que la partie émergée de l'iceberg et la manifestation extrême de la vulnérabilité des populations résultant de crises complexes et diverses.

En quoi ce rapport aidera-t-il les décideurs politiques à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies plus efficaces pour relever ces défis ?

Il s'agit d'un rapport mondial, fondé sur des éléments factuels et un consensus. Nous voulons véhiculer le message selon lequel la prévention et le traitement des crises alimentaires doivent s'appuyer sur des informations fiables, complètes et disponibles en temps utile et à l'échelle locale. Le but est de mieux collaborer et coordonner les efforts déployés aux échelons mondial, régional, national et local afin de remédier aux causes profondes des crises alimentaires par l'intermédiaire du Réseau mondial contre les crises alimentaires (RMCA). Ce réseau repose sur trois axes : les données, les informations et les analyses fondées sur des éléments de preuve ; une programmation et des investissements stratégiques pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle le long du "lien entre action humanitaire et aide au développement" ; enfin, le dépassement de la dimension alimentaire des crises via l'adoption d'une approche totalement intégrée, qui inclut notamment des interventions portant sur d'autres facteurs de fragilité, comme la paix et la sécurité.

Êtes-vous optimiste concernant l'amélioration de la coordination ?

Nous sommes optimistes parce que le monde ne peut pas continuer avec le *statu quo*. Nous ne devrions pas avoir de problème systémique chaque fois qu'une

Sécurité alimentaire

Plaidoyer pour une approche coordonnée



Le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2019 : Analyse collective pour améliorer les décisions (RMCA 2019) est le fruit de la collaboration de 15 institutions mondiales et régionales de premier plan, parmi lesquelles l'UE, la FAO et le PAM.

Le RMCA 2019 entend fournir des informations consensuelles et fondées sur des données probantes concernant l'insécurité alimentaire aiguë afin de mieux éclairer la prise de décisions par les responsables politiques et les organisations humanitaires et d'aide au développement.

Le RMCA 2019 identifie trois grandes causes d'insécurité alimentaire : les conflits et l'insécurité, auxquels sont imputables 74 millions de cas de faim extrême ; le climat et les catastrophes naturelles, responsables de 29 millions de cas ; et les chocs économiques, responsables de 10,2 millions de cas.

Le nombre de personnes qui ont besoin d'aide pour satisfaire leurs besoins alimentaires quotidiens n'a cessé d'augmenter ces dernières années, malgré la hausse significative des dépenses d'aide humanitaire – passées de 16,4 milliards d'euros en 2013 à 24,3 milliards d'euros en 2017. Le rapport indique que ces ressources sont trop souvent employées pour atténuer les effets de l'insécurité alimentaire, et pas assez en amont pour remédier aux causes profondes de ce phénomène. Toutefois, les auteurs du rapport soulignent que les acteurs de l'aide humanitaire et du développement améliorent aujourd'hui les mécanismes de coordination, afin de passer d'une logique d'aide à une logique de suppression des vulnérabilités.

Rapport mondial sur les crises alimentaires : Analyse collective pour améliorer les décisions
Par le Réseau mondial contre les crises alimentaires
2019, 202 p.
Pour télécharger le PDF : https://tinyurl.com/y62snt98

catastrophe se produit, en particulier quand il s'agit d'un phénomène climatique extrême. Or ce type d'événement se produira de plus en plus fréquemment à l'avenir, avec des répercussions catastrophiques qui, si rien n'est fait pour y remédier, deviendront encore plus problématiques dans les prochaines années. Les événements récemment observés au Mozambique, où une anomalie a provoqué l'apparition simultanée de deux cyclones, Idai et Kenneth, en sont une bonne illustration.

Nous assistons à des actions conjointes de la part des principaux acteurs des différentes dimensions du lien – c'est-à-dire des acteurs de l'action humanitaire, de l'aide au développement et du maintien de la paix. Ces actions devraient inclure des processus mis en œuvre à l'échelle locale et par les États, mais aussi assurer une meilleure coordination au sein de la communauté des donateurs. Tout cela nécessite une nouvelle manière de réfléchir, une approche de travail repensée, et je pense qu'il y a un élan dans ce sens parce que nous, en tant qu'Union européenne, avec nos États membres, donnons une orientation importante. Les 2 et 3 avril 2019, nous avons organisé à Bruxelles l'événement "Alimentation et agriculture en temps de crise". Nous voulions réunir les acteurs partageant une même vision, qui s'intéressent au RMCA et qui s'y engagent pour exprimer concrètement l'idée suivante : "Voilà ce que nous avons accompli aujourd'hui, et voici les lacunes qui subsistent. Unissons nos efforts pour combler ces lacunes et éradiquer définitivement les crises alimentaires."

Comme vous l'avez dit, le Mozambique a été frappé par deux cyclones de grande ampleur en quelques semaines. L'avenir s'annonce-t-il sombre ou y a-t-il des lueurs d'espoir ?

Les systèmes alimentaires sont soumis à des pressions de plus en plus fortes et de larges couches de la population restent très fragiles. Voilà pourquoi les initiatives nouvelles et innovantes sont essentielles, à l'instar du RMCA, qui encourage une meilleure coordination et une efficacité accrue. Il est impossible de résoudre les crises alimentaires en appliquant une simple approche de type "silo" : il faut une approche axée sur les systèmes alimentaires, mais aussi sur les territoires, ce qui signifie que cette approche doit tenir compte des facteurs de fragilité liés et des dynamiques complexes, comme les migrations Sud-Sud, les migrations Sud-Nord, les tensions entre zones rurales et urbaines et les tensions liées aux questions de régime foncier et d'accès aux ressources. Si l'on n'essaye pas d'aborder ces problèmes de façon plus globale sur le plan systémique, il restera toujours des zones sensibles susceptibles de connaître des crises alimentaires à l'avenir.

Quel message souhaiteriez-vous faire passer ?

L'UE veut être un leader en matière de changement, d'orientation et d'affectation des ressources et des efforts aux endroits où il convient d'accorder la priorité aux besoins. Nous devons absolument faire des systèmes alimentaires une priorité politique. Nous oublions parfois que l'agriculture et le développement rural ont un rôle central à jouer pour garantir le bien-être et le développement des sociétés, en particulier dans les régions les plus vulnérables du monde, en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et, surtout, dans les petits États insulaires. Nous voulons proposer une approche de l'élaboration des politiques qui soit fondée sur les droits humains en autonomisant les femmes et les jeunes et en créant des communautés rurales dynamiques. Ce n'est qu'en combinant des investissements des secteurs public et privé que nous pourrons créer les conditions permettant aux jeunes de développer des moyens de subsistance prospères dans les zones rurales. ■

AGROÉCOLOGIE

Face au climat, l'Afrique saisit sa chance

Confronté à de nombreux défis, le continent peut capitaliser une décennie de progrès et de croissance économique pour transformer son agriculture.

Yanne Boloh

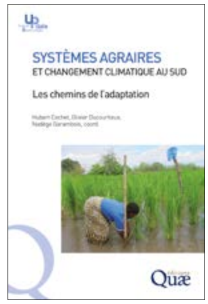
Au XXIe siècle, les températures augmentent et devraient continuer d'augmenter plus rapidement en Afrique qu'ailleurs dans le monde. Les risques associés à ces dérèglements climatiques ont donné lieu à une publication abondante qui détaille les aléas et les risques naturels affectant le plus les agriculteurs. Il s'agit du manque d'eau (sécheresses, aridification) ou de son excès (inondations, submersion), mais aussi de la hausse des températures qui perturbe le calendrier des cultures et la vie des animaux d'élevage, ainsi que les récoltes et leur conservation.

L'Afrique est à un tournant. Alors que les efforts pour atteindre les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies et l'Accord de Paris pourraient entraîner des changements positifs après une décennie de croissance économique, le changement climatique menace de compromettre ces progrès.

Le Programme des Nations unies pour le développement a toutefois appuyé en Afrique subsaharienne un certain nombre d'initiatives fructueuses entre 2000 et 2015. Des succès remarquables ont été obtenus aux plans agricole, communautaire et national : acquisition de semences et des techniques agricoles résistantes, systèmes d'alerte précoce, montée en puissance des femmes... Toutefois, il est probable que les coûts de l'adaptation soient considérables, ce qui nécessite des mécanismes de financement créatifs et un engagement fort du secteur privé.

L'agroécologie est une des solutions pour faire face (voir *Spore* 192, https://tinyurl.com/yysh6f68). Inscrite dans les 17 Objectifs du développement durable, elle nécessite toutefois un engagement de tous. Car, comme l'expliquent Hubert Cochet et ses coauteurs dans *Systèmes agraires et changement climatique au Sud*, chercher à isoler un des facteurs conduit à des simplifications abusives, qui constituent trop souvent les politiques publiques. Il faut en effet à la fois s'employer à réduire l'exposition aux aléas et à atténuer la vulnérabilité de l'agriculteur (et, plus généralement, de l'agriculture) au changement climatique, mais aussi à l'accroissement démographique, à la compétition accrue pour l'accès aux ressources, à l'évolution des prix relatifs et aux fluctuations des marchés, à la dérégulation et à la baisse des soutiens publics, etc.

Privilégier la biodiversité est ainsi un des points clés sur lequel peut s'appuyer l'agriculture face aux changements, estime José Graziano da Silva, directeur général de la FAO. La biodiversité doit être systématiquement prise en compte par le secteur agricole et faire partie d'un changement de paradigme indispensable pour que les ressources naturelles soient gérées durablement. Les agriculteurs familiaux sont d'ailleurs les premiers gardiens de cette biodiversité agricole, estime le dirigeant de la FAO. ■



Systèmes agraires et changement climatique au Sud. Les chemins de l'adaptation
Par H. Cochet, O. Ducourtieux, N. Garambois (coord.)
Éditions Quæ, 2019, 282 p.
EAN13 : 9782759229192
39 €
www.quae.com



Adaptation au changement climatique en Afrique, synthèse des expériences et des recommandations du PNUD
Rapport en anglais, résumé en français
PNUD, 2018, 100 p.
Pour télécharger le PDF : https://tinyurl.com/y3ts2p4m



L'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs agricoles – rapport de synthèse sur le dialogue à parties prenantes multiples
FAO, 2019, 19 p.
Pour télécharger le PDF : https://tinyurl.com/y5xkkqhp

Rapport du CTA

La digitalisation, un levier efficace de transformation agricole



Dans la cinquantaine de pages de son rapport annuel, le CTA met en évidence à quel point ses actions en faveur de la digitalisation favorisent la transformation agricole dans les pays ACP. Au cœur de ses programmes, la promotion de l'esprit d'entreprise chez les jeunes et la création d'emplois en milieu rural bénéficient chaque fois des technologies de l'information et de la communication (TIC). D'autres pistes de travail émergent, parmi lesquelles l'utilisation d'applications numériques et la promotion de pratiques agricoles intelligentes face au climat.

Par ailleurs, les données chiffrées compilées dans le rapport montrent que ces actions touchent largement leur cible. Ainsi, les entrepreneurs qui ont bénéficié d'une formation à l'utilisation des drones sont venus de 14 pays. Pas moins de 50 coopératives du Cameroun et de la RDC ont permis à leurs membres de se former à la bonne gouvernance. Le projet Data4Ag a enregistré 86 298 inscriptions en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Ou encore : 10 827 éleveurs ont souscrit à une assurance bétail en Éthiopie et au Kenya...

Par ailleurs, le Pitch AgriHack a déjà permis à plus d'un million d'agriculteurs de bénéficier des services de start-up participant à ce concours annuel organisé par le CTA depuis 2013. Cette année, les femmes étaient particulièrement à l'honneur : 14 des 26 start-up qui ont atteint la finale et la moitié des 8 entreprises lauréates sont dirigées par des femmes !

Le rapport annuel entre dans le détail de projets phares, que ce soit la création d'emplois dans la riziculture en Afrique de l'Ouest, l'émancipation des jeunes, notamment des jeunes femmes, pour transformer l'agriculture au Kenya, l'accroissement des rendements et des bénéfices en Ouganda ou bien encore la dynamisation de l'agriculture insulaire aux Samoa par la sécurisation de débouchés. Concernant le changement climatique, le CTA a promu l'usage de bulletins météo, de la mise en réseau, d'assurances pour le bétail et les cultures, ainsi que l'utilisation de semences résistantes pour améliorer la résilience des exploitations agricoles.

Enfin, tirer les leçons des différents projets permet de s'assurer que leurs participants en bénéficient à long terme. Meilleures pratiques après récolte du maïs au Rwanda, amélioration de l'accès au marché des producteurs de fruits et de légumes à Zanzibar ou bien encore promotion de la production de soja en Ouganda sont autant de projets qui ont bénéficié des ateliers de capitalisation de l'expérience, peu coûteux à organiser. ■

CTA 2018, une année en revue : Pour une transformation de l'agriculture performante
Par C. Pye-Smith (coord.), A. Legroscollard et M. Vandreck
CTA, 2019, 48 p.
ISBN : 978-92-9081-649-2

Pour télécharger le PDF : https://tinyurl.com/y5cfco67

Entrepreneuriat

Des *success stories* pour inspirer les jeunes



En Afrique, 420 millions de personnes (soit 60 % de la population) ont entre 15 et 35 ans. Un nombre qui devrait doubler d'ici à 2040. Sur le continent, l'agriculture est un secteur primordial, puisqu'il représente près des deux tiers des emplois. "Ils l'ont fait !" met ainsi en évidence les réalisations de 24 jeunes entrepreneurs promus par AgribusinessTV, une webtélé créée en 2016 au Burkina Faso.

Chaque portrait traite à sa manière de questions aussi diverses et cruciales que l'accès au financement, l'impact des actions menées sur l'environnement du jeune, les relations entamées avec d'autres jeunes et l'utilisation des technologies numériques dans l'agripreneuriat.

Ces agripreneurs ont su se montrer innovants dans la production, la transformation des produits agricoles, dans les emplois verts et la nutrition, mais aussi dans les technologies et les services. Ainsi, Thierno Souleymane Agne, un Sénégalais de 29 ans, a converti ses clients à la fraise bio. De son côté, Alphonse Sié Palm s'est lancé dans l'engraissement de porcs de race Large White à Dolo, au Burkina Faso. Halatou Dem a rejoint sa mère et fait fructifier l'entreprise Danaya Céréales au Mali... Chaque exemple montre toujours les mêmes facteurs clés de succès : ténacité et détermination du porteur de projet. Surtout, ces jeunes entrepreneurs ont su sortir de leur zone de confort, que ce soit en rompant avec la tradition qui rend difficile l'accès à la terre ou avec le regard de la famille, dubitative face à un changement d'orientation après des études, par exemple. Créateurs d'emplois et sources d'inspiration, ces jeunes interagissent avec leur environnement et les autres jeunes susceptibles de se lancer dans le secteur agricole. ■

Ils l'ont fait ! Être jeune et entreprendre dans le secteur agricole
Par F. Grandval
CTA, 2019, 172 p.
ISBN : 978-92-9081-650-8

Pour télécharger le PDF : https://tinyurl.com/yytqfrd2

Agriculture africaine et investissements étrangers : plus de bénéfices que de risques ?

VENKATARAMANI SRIVATHSAN

Du commerce en Afrique, pour l'Afrique

Le secteur agricole est un moteur de croissance économique, de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire en Afrique. La libéralisation du secteur agricole a créé de nouvelles opportunités pour les investisseurs privés. Ces investissements ont donné un coup de pouce à la croissance économique, offrant ainsi de nouvelles chances aux petits agriculteurs du continent.

Tous les pays n'ont pas profité de cette évolution favorable et, sur le front des investissements, d'importants défis subsistent. Si le risque de change et le risque de contrepartie sont sans doute les deux principaux facteurs qui freinent les investisseurs potentiels, les "échecs" sont généralement à mettre sur le compte d'un manque de préparation.

Tout investissement peut avoir un coût de réputation ou de financement considérable si le niveau de diligence raisonnable est insuffisant et que l'investisseur n'est pas prêt à coopérer de manière durable avec les acteurs locaux. Se fier aux assurances données par un gouvernement ne suffit pas : les entreprises doivent étayer leur "permis social d'exploitation" en évaluant elles-mêmes les risques avec un tiers réputé, et réaliser par exemple une évaluation de l'impact environnemental et social de leurs activités et de leurs investissements.

Investir prioritairement dans les secteurs en souffrance

De leur côté, les agriculteurs se heurtent toujours à l'absence d'infrastructures efficaces et à un accès limité au crédit et aux marchés. Dans la transformation et la distribution, les défis se résument essentiellement au problème de la préservation de la qualité des produits. Des entreprises agroalimentaires comme Olam peuvent investir dans le stockage, mais les problèmes se poseront ensuite pour les ports – très congestionnés et dont les services sont souvent inefficaces et coûteux.

Relever ces défis et s'attaquer à ces problèmes pourrait non seulement stimuler les échanges commerciaux mais aussi contribuer à limiter le gaspillage alimentaire, et donc à améliorer la sécurité alimentaire mondiale. Le continent possède un réel potentiel de croissance agricole qui peut être exploité si la priorité est donnée à la gestion durable de ce secteur. Le secteur agroalimentaire pourrait se développer au point de "peser" 1 000 milliards de dollars (880 milliards d'euros) d'ici à 2030. En outre, la population de l'Afrique est la plus jeune et la croissance démographique la plus rapide au monde. Le continent peut ainsi bénéficier d'une chance inégalée, à condition que cette jeunesse soit convenablement instruite et formée.

Donner la priorité au capital humain et à l'infrastructure

Cela fait trente ans qu'Olam poursuit son développement en Afrique et contribue au développement du continent. L'entreprise a investi 2,8 milliards de dollars (2,47 milliards d'euros) dans 25 pays de l'ouest à l'est et au sud. Étant donné la situation spécifique à chaque pays, il y a lieu de consacrer à chacun d'eux le temps et les ressources nécessaires pour s'assurer le développement de l'entreprise et du pays.

Pour y parvenir, il faut investir dans les personnes, les infrastructures et le soutien



Venkataramani Srivathsan,
directeur général pour l'Afrique et le Moyen-Orient d'Olam International

afin de mettre en place un environnement commercial propice au succès des entreprises et des entrepreneurs africains, tout comme leurs homologues internationaux. Olam a développé et diversifié ses activités. Nous pouvons donc affirmer qu'aujourd'hui nos activités commerciales en Afrique bénéficient au continent africain.

Sachant que l'agriculture africaine repose en grande partie sur plus de 35 millions de petits exploitants, tout investissement qui ne stimule pas leur productivité ne sera pas durable. Il est donc parfaitement justifié sur le plan économique d'accorder une attention particulière au soutien en faveur des 2,8 millions de petits exploitants agricoles auprès desquels Olam s'approvisionne et encore plus si l'on souhaite les aider à relever les défis auxquels ils sont confrontés. Notre capacité à continuer d'approvisionner nos clients exige que l'on aide ces agriculteurs à sortir de la pauvreté et à faire en sorte qu'ils puissent continuer à produire suffisamment et durablement.

Si nos investissements ont eu un tel impact, c'est parce que nous avons collaboré avec des ONG et des institutions de financement du développement. Grâce à ces alliances, nous pouvons sortir ces petits exploitants de l'agriculture de subsistance et changer leur situation sur le terrain. L'avenir laisse entrevoir un énorme potentiel de développement économique en Afrique.

EDWARD MABAYA ET REBECCA DADZIE

Établir un cadre gagnant-gagnant

L'Afrique reste l'une des régions du monde où règne le plus l'insécurité alimentaire. De plus, la facture des importations alimentaires pourrait passer d'un peu plus de 35 milliards de dollars (28 milliards d'euros) chaque année à 110 milliards de dollars (98 milliards d'euros) en 2025.

Combler le retard d'investissement

Selon la FAO, des investissements supplémentaires de plus de 80 milliards de dollars (71 milliards d'euros) devront être consentis chaque année pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et du nombre de personnes dénutries en Afrique. Malgré les objectifs du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine et la Déclaration de Malabo, la majorité des pays africains consacrent à l'agriculture moins de 10 % de leurs dépenses publiques. Dans ce contexte, l'investissement étranger direct (IED) jouera un rôle important en suppléant aux fonds des investissements nationaux, en stimulant la productivité et en canalisant les transferts de connaissances et de technologies vers les économies africaines. L'IED pourrait aussi faire connaître aux pays africains de bonnes pratiques et des technologies de pointe. Au-delà, l'IED permettra certainement l'intégration des entreprises locales dans les chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales.

Les moteurs de l'augmentation des investissements étrangers dans l'agriculture africaine sont notamment la demande croissante d'aliments dans les grands pays importateurs, le besoin de garantir des approvisionnements alimentaires adéquats à l'échelle internationale, la demande grandissante de matières premières pour les biocombustibles, et les préoccupations sur la vulnérabilité potentielle face à la volatilité des marchés alimentaires mondiaux.

Risques et facteurs d'atténuation

Des sceptiques pointent du doigt un phénomène croissant : l'acquisition de vastes étendues de terres par des acteurs étrangers, ce qui défavorise les acteurs et agriculteurs autochtones. Alors que les propriétaires terriens cherchent à optimiser leurs biens, la concurrence étrangère acquiert souvent les meilleures parcelles, tandis que les agriculteurs locaux se retrouvent avec les choix moins intéressants. Les petits exploitants agricoles sont déplacés, les terres de pâturages diminuent ou disparaissent, les populations rurales perdent des revenus et des moyens d'existence, et les ressources naturelles et la biodiversité se détériorent.





***Edward Mabaya**, Division du développement de l'agrobusiness, Banque africaine de développement*
***Rebecca Dadzie**, cadre supérieur en agribusiness, Banque africaine de développement*

Afin d'atténuer ces difficultés et réduire les risques, les responsables politiques, les agences de développement et les communautés locales ont besoin d'optimiser les avantages de l'investissement étranger dans l'agriculture. Cette approche nécessite une capacité organisationnelle pour orienter les investisseurs étrangers vers les projets appropriés. Son application dépend notamment de la transparence et la bonne gouvernance, des relations adéquates avec les petits exploitants agricoles et les communautés agraires, et de la qualité des institutions et cadres institutionnels en place aux niveaux national et infranational dans les pays bénéficiaires de l'IED.

Pour avoir le plus de chances de réussir, les projets d'investissement doivent combiner les points forts de l'investisseur (capital, expertise en gestion et marketing, et technologie) avec ceux des agriculteurs locaux (main-d'œuvre, terres et savoir local). Un cadre gagnant-gagnant suppose de laisser aux agriculteurs le contrôle de leurs terres, d'inciter les parties à investir dans l'amélioration des terres et de favoriser le développement durable. ■

Sondage

Agriculture africaine et investissements étrangers : les bénéfices dépassent-ils les risques ?

86 % Oui

14 % Non

Autres débats

Visitez les pages Opinion sur le site de *Spore* pour lire l'avis d'un troisième spécialiste sur le sujet. Un nouveau débat est mis en ligne tous les mois.

https://spore.cta.int/fr/opinions

Prochain numéro

194 Septembre - Novembre 2019

© KING BAUDOUIN AFRICAN DEVELOPMENT PRIZE



DOSSIER

Des innovations pour tous

La digitalisation pour de meilleurs services à destination des producteurs

TENDANCES

La voix des producteurs

Le rôle indispensable des associations d'agriculteurs

FINANCE

L'impact économique de la Chine

Les investissements chinois redéfinissent-ils l'agriculture africaine ?

SERVICES AUX LECTEURS

Écrire à *Spore*

CTA – rédaction de *Spore*
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

LIRE *SPORE* EN LIGNE
spore.cta.int

S'abonner à *Spore*

Veuillez noter que, désormais, il est uniquement possible de s'abonner à la version numérique de *Spore*.

Abonnez-vous à la newsletter via :
https://publications.cta.int/fr/subscribers/register/Spore/

Vous pouvez également vous connecter à *Spore* sur les réseaux sociaux pour recevoir des informations actualisées sur les événements pertinents, ainsi que des alertes pour les nouveaux articles mis en ligne.
Suivez *Spore* sur :
- **Twitter @spore_mag**
- **Facebook @CTASpore**
- **LinkedIn @Spore Magazine**

Reproduire *Spore*

- Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits sans les photos à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie de la parution.
- Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

POUR LIRE LES PUBLICATIONS DU CTA ET LES EPUBS DE *SPORE*

Les publications du CTA précédées du logo peuvent être téléchargées gratuitement en format PDF à partir de CGSpace :
https://tinyurl.com/y6aecrsw
Notez que les publications du CTA ne sont plus disponibles en format papier.

EPUBs de *Spore*
Spore est désormais disponible en format EPUB sur Apple iTunes. Tous les numéros de *Spore*, dont le plus récent, sont accessibles sur **https://tinyurl.com/yyz3fjmj**. Vous pouvez aussi lire *Spore* sur Google books à l'adresse **https://play.google.com/store/books/author?id=CTA**

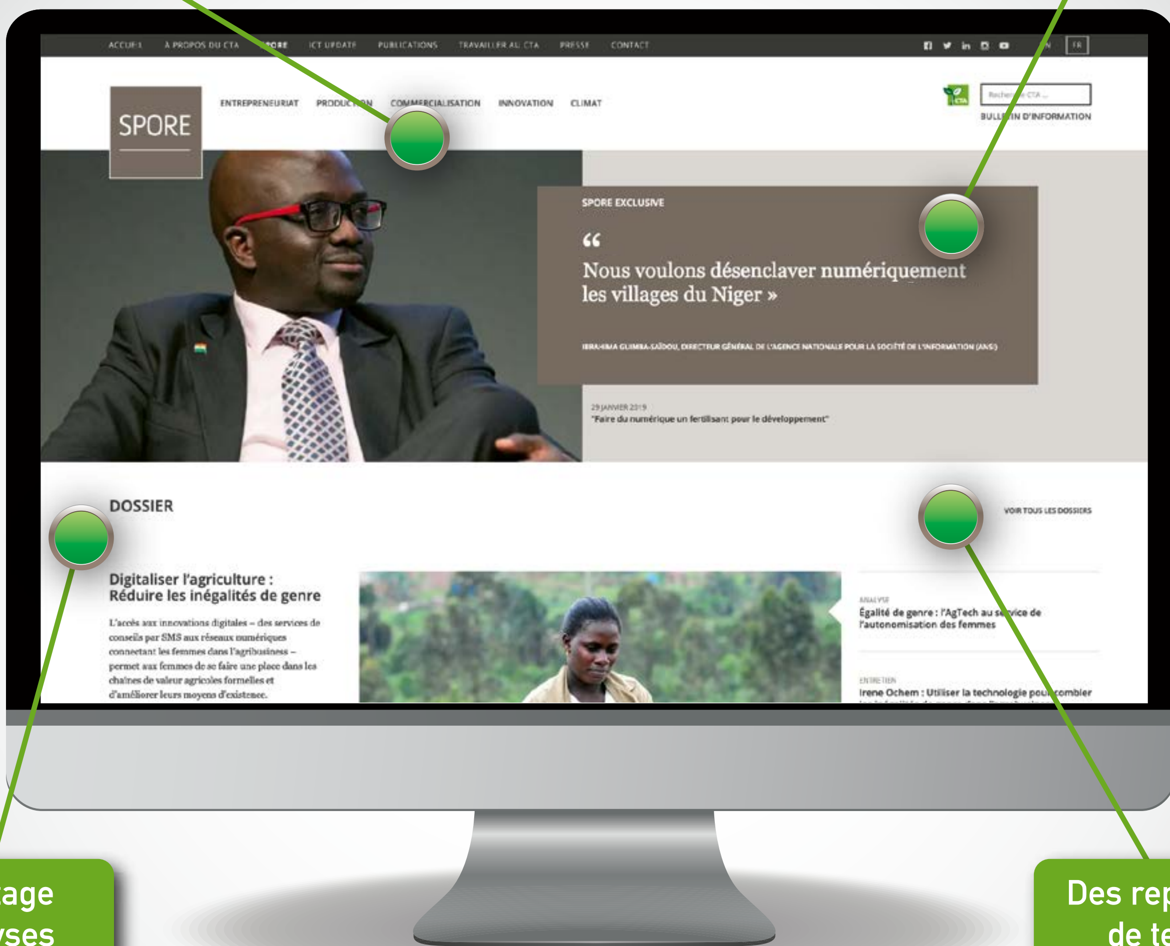
SPORE est le magazine trimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne et est financé par l'UE • CTA, Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION :** Michael Hailu • **DIRECTRICE DE LA RÉDACTION :** Anne Legroscollard • **COMITÉ DE RÉDACTION :** Stéphane Gambier, Isolina Boto, Benjamin Addom, Piet Visser, Toby Johnson • **RÉDACTION :** Rédactrice en chef : Susanna Cartmell-Thorp, WRENmedia, Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA (RU) • Rédacteur de la version française : Vincent Defait, New Delhi, Inde • **CONTRIBUTEURS :** M. Andriatiana (Madagascar), Y. Boloh (France), H. Castell (RU), V. Defait (Inde), S. Diarra (Mali), K. Domfeh (Ghana), O. Frost (RU), ISO Translation and Publishing (Belgique), J. Karuga (Kenya), S. Lynch (RU), E. Maduka (Nigeria), M. Maillard (Sénégal), D. Manley (France), C. Mosala (Côte d'Ivoire), D. Nawa (Zambie), M. Nzikou-Massala (République du Congo), S. Reeve (RU), P. Sawa (Kenya), G. Smith (Kenya), J. Thorp (RU), A. Twahirwa (Rwanda), J. Wanzala (Kenya) • **DESIGN :** Vita, Italie • **MAQUETTE :** P. Pothier, C. Lavenir, Intactile DESIGN, France • **IMPRESSION :** Latimer Trend & Company, RU • © CTA 2019 - ISSN 1011-0054


COLLECTION
PRO-AGRO
Disponible au CTA
Pro-Agro:
Le manuel agricole de référence
Tous les savoir-faire essentiels pour l'agriculteur des pays tropicaux et subtropicaux

EXPLOREZ
LE NOUVEAU SPORE

Priorité à l'agribusiness et l'innovation

Des interviews exclusives avec des experts reconnus



Davantage d'analyses

Des reportages de terrain

Le développement agricole, chaque jour, à portée de clic



spore.cta.int